



LA DÉMOCRATIE À BOUT DE SOUFFLE

Par Pierre Chamard-Bois

Notre démocratie représentative est-elle en danger ? Beaucoup d'indicateurs vont dans ce sens. Ouvriers et employés, qui constituent la moitié des actifs en France, ne représentent que 5 % des députés. Cette non-représentativité affecte également les jeunes, les femmes, les minorités. Ils en sont bien conscients et s'en détournent par désintérêt croissant. « Ils ne font rien pour nous. »

D'autre part, la démocratie suppose un espace de débat plus large que l'Assemblée nationale ou le Sénat. Au niveau national, et souvent régional, les médias encouragent une démocratie-spectacle où l'image l'emporte sur le fond. Et c'est sans compter avec les « affaires » : les élites politiques sont soupçonnées d'agir dans leur intérêt propre en dépassant trop souvent la ligne jaune de la probité.

Comme la réélection est souvent l'horizon de ceux qui sont devenus des professionnels de la politique, seul le court terme compte. Une démocratie électorale est-elle capable d'aborder des questions de long terme comme l'écologie, de moyen terme comme la réforme en profondeur de nos institutions (école, impôts, protection sociale, etc.), qui exigent d'autres perspectives que celle de se maintenir au pouvoir ?

La démocratie peut-elle survivre aux inégalités qui se sont outrageusement développées depuis une trentaine d'années ? La question de la « fracture sociale » n'est pas d'aujourd'hui, et cependant elle ne cesse de s'amplifier.

La démocratie suppose aussi de détenir des pouvoirs effectifs, en particulier sur l'économie et la finance. Nous ne pouvons que constater l'incapacité d'agir efficacement sur des puissances transfrontalières comme les multinationales aux capacités économiques et de lobbying colossaux, comme les paradis fiscaux toujours en voie d'éradication, comme les activités de trading qui jouent dans le gigantesque casino des places boursières avec la vie des gens.

Tout cela semble moins affecter la démocratie locale qui reste, somme toute, plus près des administrés. Mais les démocraties, liées aux Etats, sont plus qu'en danger : elles sont à bout de souffle.

Ce numéro de la LAC n'a pas l'ambition de s'étendre sur le diagnostic. L'article de Patrick Viveret propose délibérément une mutation qualitative de la démocratie.

Vers un nouveau souffle

La démocratie n'est pas seulement un cadre constitutionnel. Elle est une pratique qui concerne chacun. Il est nécessaire de s'y former, et ce, dès le plus jeune âge. Gersende de Villeneuve raconte deux expériences vécues à l'école primaire. Pour des élèves de l'enseignement secondaire, Nicolas Renard évoque l'importance de l'instruction civique, de règles claires à l'échelle de la classe et de l'établissement scolaire et d'une attitude bienveillante. Michaël Salce a une expérience de conseiller municipal dans une commune de 8 000 habitants. Il nous dit le quotidien du service du bien commun, de la fragilité de la vie démocratique, mais aussi de la pédagogie et de la confiance nécessaires à sa réussite.

Au niveau d'un département, Marie-Aleth Grard montre que la co-formation est un chemin d'apprentissage à la connaissance réciproque entre des personnes en situation d'exclusion ou de rejet et des intervenants auprès de ce public. « Faire avec et non pour » contribue à une mutation qualitative de la pratique démocratique. Etienne Pinte évoque ensuite comment une forme de démocratie participative peut être prise en compte au niveau national.

Dans l'Église, il est une tradition de démarche synodale, longtemps réduite aux congrégations religieuses, accessible aux diocèses depuis Vatican II. Michelle Berthomé, qui a participé à deux synodes, nous partage son expérience. Il est intéressant de voir comment une démarche de délibération démocratique peut exister réellement dans un cadre institutionnel qui ne l'est pas. Rappelons que si, dans nos démocraties, la majorité l'emporte sur les minorités, la démarche synodale vise à accéder à un consensus de l'immense majorité dans le plus grand respect des minoritaires.

Hors de nos frontières, quid de la démocratie ? Premier exemple : Jacques Leclerc montre comment la Chine,

de tradition taoïste et confucianiste, commence seulement à penser la démocratie et que la voie est longue, très longue. Second exemple : le Liban dont nous savons qu'il accueille des millions de réfugiés. La démocratie y passe par le biais d'associations qui pallient les carences d'un État fragile et débordé par la situation. Luc Balbont nous emmène faire un tour passionnant au pays du Cèdre.

Notre approche, jusqu'ici géographique, ne pouvait passer à côté d'un continent : celui des réseaux sociaux dont nous constatons l'importance dans les élections ou les révolutions arabes. Thierry Hocquet pose une question fondamentale : ces réseaux sont-ils, ou peuvent-ils devenir, un nouveau lieu d'exercice de la démocratie participative ? A recommander spécialement à ceux qui ne font qu'aborder ce continent.

La démocratie n'est-elle qu'une question d'organisation politique, d'innovations sociales ? Tous les témoignages de ce numéro le laissent entendre : une autre dimension est à prendre en compte pour qu'elle puisse irriguer et inspirer la pratique démocratique, la dimension spirituelle. Jean-Baptiste de Foucauld nous propose une réflexion dense et profonde sur un sujet qu'il connaît bien pour avoir initié l'association Démocratie & Spiritualité. C'est sur ce chemin de la spiritualité que nous emmène aussi Claude Tassin avec un voyage dans les lettres de Saint Paul avec, comme fil rouge, la conscience. Cette conscience si nécessaire pour aborder les grands défis posés à notre monde.

En guise de dessert, nous vous proposons deux occasions de découverte avec deux « Dominique ». Dominique Fontaine nous offre à méditer un texte du pape François qui a... du souffle. Et Dominique Devisse nous parle d'un livre invitant à devenir des tisserands pour réparer notre monde déchiré. Voilà une belle métaphore : la démocratie comme atelier de tissage des fils multicolores qui nous relie.

Bonne lecture à tous.

PROCHAINS THÈMES :

N° 289 LA MISSION, UNE IDÉE NOUVELLE

N° 290 DANS NOTRE ASSIETTE, QUEL LIEN À L'AUTRE ?



UNE MUTATION DE NOS DÉMOCRATIES

Par Patrick Viveret

Philosophe et essayiste altermondialiste, Patrick Viveret a été conseiller référendaire à la Cour des comptes. Cofondateur des rencontres internationales « Dialogues en humanité », animateur de l'Observatoire de la décision publique, co-fondateur du mouvement Démocratie & Spiritualité. Il est l'auteur, entre autres ouvrages, de *Reconsidérer la richesse* et *Vers une sobriété heureuse*.

Le modèle de ce que l'on peut appeler « la démocratie compétitive » est aujourd'hui en voie d'épuisement. Trois pays phares dans l'histoire moderne de la démocratie, l'Angleterre, la France et les Etats-Unis, sont ainsi aujourd'hui confrontés à l'incapacité de ce modèle de traiter de manière satisfaisante les défis auxquels ils sont confrontés. Les formes binaires, simplificatrices et favorisant les régressions émotionnelles des peuples concernés, ont poussé les Britanniques à quitter l'Union européenne sans véritablement mesurer la portée du Brexit, délégitiment gravement la classe politique française, conduisent les Etats-Unis à arbitrer entre deux personnalités largement contestées et voient ainsi être élu, en Donald Trump, un aventurier dangereux et imprévisible à la Maison Blanche.

AVANTAGES ET INSUFFISANCES DE LA DÉMOCRATIE DE COMPÉTITION

Avant de revenir sur les causes et les conséquences de cet épuisement, il nous faut cependant faire retour sur les acquis de cette démocratie de compétition. Elle a en effet rendu deux grands services aux pays dans lesquels elle a été mise en œuvre, en instituant à la fois une alternative à la guerre civile et aux formes de gouvernance despotiques ou oligarchiques. Elle l'a fait en démilitarisant la lutte pour le pouvoir et en organisant le suffrage universel. Et il est exact que, partout où la gouvernance par la guerre et/ou des formes autoritaires se maintiennent, ce modèle est comparativement le plus satisfaisant même s'il comporte nombre de défauts sur lesquels nous allons revenir. La phrase fameuse de Churchill le définit au mieux : « La démocratie est le pire système, à l'exception de tous les autres ».

Pour autant, des insuffisances graves de ce modèle ont pris une importance telle qu'elles le mettent aujourd'hui en danger et menacent la substance du vivre ensemble, donc la substance du politique lui-même. Il s'agit de trois enjeux principaux dont

le dépassement ou la transformation permettraient d'aller vers un modèle démocratique de qualité supérieure.

1) Le premier et le plus grave vient du fait que cette approche compétitive du pouvoir maintient en son sein les germes des deux risques majeurs que la démocratie prétend combattre : la guerre et le despotisme. S'il n'y a pas en effet des forces conséquentes au cœur de la société civile pour s'opposer à ces deux risques, les motivations des compétiteurs restent de nature guerrière et le vocabulaire politique l'exprime bien : on parle de « campagne » ou de « bataille électorale », de vainqueurs et de vaincus, de clans, d'écuries, de « premiers » ou de « seconds couteaux », etc. Dans cette perspective, les compétences requises par les compétiteurs et leurs soutiens relèvent plus d'une capacité à conquérir le pouvoir qu'à l'exercer, plus de la rivalité que de la collaboration, plus de l'idéologie simplificatrice que de l'intelligence complexe, etc. Les méthodes adéquates sont celles destinées à construire des rapports de force, à repérer des chefs potentiels, à se maintenir au pouvoir après l'avoir conquis.

2) La deuxième série de dysfonctionnements, voire de dérèglements, liée à cette approche vient de sa porosité aux phénomènes de corruption ou au minimum, de sa perméabilité aux stratégies d'influence menées par des acteurs disposant d'argent ou de pouvoir d'influence sur des clientèles électorales. La plupart des démocraties occidentales sont ainsi minées de l'intérieur par les conflits d'intérêt, les trafics d'influence, des formes plus ou moins graves de corruption qui finissent par entraîner une défiance généralisée à l'égard des politiques et miner la démocratie elle-même. La progression inquiétante, comme dans les années trente, de courants autoritaires qui se nourrissent de ce discrédit en est la conséquence. Et l'affaiblissement des démocraties face à des faits autoritaires externes constitue un danger redoutable, à l'instar de ce qui se passe aujourd'hui avec la politique poutinienne ou la dérive de régimes comme celui de Viktor Orban en Hongrie, d'Erdogan en Turquie, de la droite polonaise.

3) Enfin cette forme démocratique s'avère de plus en plus incapable de traiter la plupart des grands défis qui appellent des niveaux importants de diagnostic et de modes de résolution complexe

de problèmes à haut niveau d'interaction entre eux. Les approches binaires, simplificatrices et fortement idéologiques, qui ont pu être adaptées à la phase de la conquête du pouvoir se révèlent profondément inadaptées à son exercice et à la conduite de transformations importantes qui supposent l'élaboration de diagnostics partagés, de négociations multi-acteurs et de stratégies de transition combinant sur des territoires des approches plurielles, telles celles qu'exigent par exemple un développement durable combinant de manière cohérente approches économiques, écologiques et sociales.

Certes il existe une combinaison schizophrénique de l'approche traditionnelle de la conquête du pouvoir et de l'approche dite « managériale » de son exercice où les logiques de complexité, de pluridisciplinarité et de négociation multi-acteurs vont se mettre en place. Mais cela se traduit par une telle rupture entre le temps des campagnes et des promesses électorales d'une part et celui de l'exercice des responsabilités de l'autre que le prix à payer est à nouveau celui de la défiance, d'abord à l'égard de la classe politique, ensuite à l'égard du fait démocratique lui-même.

UNE MUTATION QUALITATIVE DE LA DÉMOCRATIE

C'est dans cette perspective qu'il faut penser, dans une logique anticipatrice et non marginale, les nouvelles approches qui s'inscrivent dans la perspective d'une mutation qualitative de la démocratie. Les nouvelles formes institutionnelles (jurys citoyens, conseils consultatifs, évaluations participatives, etc.) qui naissent du constat des insuffisances des formes traditionnelles de la démocratie compétitive et quantitative restent dans un entre-deux insatisfaisant si elles se contentent d'apporter des plus-values marginales au système politique, sans assumer leur ambition anticipatrice et transformatrice.

Elles utilisent par exemple des méthodologies qui font appel à la créativité des acteurs impliqués, à leur capacité à traiter des questions complexes, à décroiser des champs de compétence divers, à transformer des différences, voire des divergences, en atouts alors que la démocratie de compétition les ressent comme des menaces. Les ateliers qui ont été conduits dans le cadre du projet de « manufacture de la qualité démocratique »

en lien avec le Conseil de développement de Nancy, relèvent de ce type d'approche. Ils ont été l'occasion d'expérimenter des modalités de travail innovantes permettant d'une part à chacun d'y contribuer à hauteur de ses envies, de ses possibilités, et d'autre part de favoriser l'émergence d'une intelligence collective au service d'objectifs bien identifiés.

Au-delà de l'aspect de brassage d'idées que ces méthodes apportent, elles ont la caractéristique de mettre, en tout cas dans l'espace de travail concerné, l'ensemble des participants à équivalence et de les rendre contributeurs en leur permettant d'être directement reliés au sens du travail en cours. Ces méthodes s'inscrivent donc clairement dans cette perspective permettant non seulement une meilleure participation des acteurs concernés, mais aussi la construction d'une intelligence collaborative dont n'a guère besoin la démocratie de compétition... mais qui se révèle être un pilier d'une démocratie de qualité. Comment, en effet, prétendre œuvrer à un tel objectif sans créer des espaces où chacun est en mesure de quitter son masque de défense pour entrer dans une posture d'ouverture à l'altérité et de responsabilité, où la

délibération et le désaccord deviennent vraiment source d'enrichissement de la réflexion collective et d'innovation dans les pratiques ?

UN SOUFFLE NOUVEAU

Pour les mêmes raisons, les sources de motivation sont très différentes. L'écoute, l'empathie, la qualité d'accueil, la convivialité, le plaisir partagé à participer à un processus de co-construction, mais aussi la clarté et la transparence quant aux objectifs et intentions poursuivis, deviennent des éléments déterminants d'un processus centré sur la qualité démocratique. Dans les « ateliers de construction de désaccord » par exemple, cette exigence qualitative devient prioritaire et la question de l'appartenance à telle ou telle famille politique sinon secondaire, du moins seconde.

Il me semble, pour les raisons que je viens de rappeler, que les membres des réseaux citoyens ouverts et des nouvelles institutions démocratiques auraient avantage à assumer pleinement l'ambition réformatrice et anticipatrice qui est la leur afin que les novations dont ils sont porteurs, loin d'être considérées comme un simple « supplé-

ment d'âme », une simple « cerise sur le gâteau », deviennent au contraire les éléments d'un souffle nouveau de rénovation de la démocratie. Bref, non une cerise sur le gâteau, mais une cerise dans le gâteau démocratique, destinée à lui donner une saveur nouvelle et à l'inscrire du coup dans la perspective d'un processus constituant ambitieux.



L'ENFANCE DE LA DÉMOCRATIE

Par Gersende de Villeneuve

Gersende tisse des récits de vie individuels et collectifs, anime des groupes de parole pour les enfants et co-anime des rencontres Bible & Ecriture. Elle est particulièrement attentive au dévoilement de ce qui, en nous, est plus grand que nous. Elle a coordonné les recueils *Le Pardon* et *Espérer l'inespéré* (version audio ou papier, aux éditions St Léger).

Si de nombreuses études montrent une disposition naturellement empathique chez l'enfant, y compris chez le tout-petit, l'enfance est aussi caractérisée par la toute-puissance du « moi ». L'apprentissage du vivre ensemble, du « moi » avec l'autre, mon « absolu différent » comme le décrit si justement Paul Ricœur, est sans doute le plus grand défi social. J'ai absolument besoin de l'autre, des autres pour vivre, mais cet autre est aussi mon rival, celui qui me fera expérimenter incompréhension, frustration, agressivité, jalousie. La tension chez l'enfant peut être extrême, voire absolue, lorsque son besoin vital de reconnaissance semble nié. Une maîtresse de maternelle m'avait dit, en voyant mon gros ventre : « Un petit frère ou une petite sœur, c'est à la fois le plus beau cadeau et le plus grand cauchemar pour un enfant ». Abel, Jacob,

Joseph... la Bible est fertile en illustrations de cette douleur existentielle au sein de la fratrie. Les premières tensions du vivre ensemble, qui s'originent au sein de la famille, se poursuivent naturellement à l'école.

L'ÉCOLE, VOIE ROYALE POUR DÉCOUVRIR LA DÉMOCRATIE ?

« La démocratie est le pire système, à l'exception de tous les autres ». Ce trait d'humour de Churchill, cité par Patrick Viveret, est percutant. La démocratie n'a rien de naturel, pas plus chez l'homme que chez l'enfant qui opérait plus spontanément pour la loi du plus fort et la part du lion. Moi d'abord, les autres ensuite, voilà la logique première. Au collège, j'avais été très marquée par le roman *Sa majesté des mouches* de William Golding : portrait terrifiant du système sociétal inventé par des enfants échoués sur une île déserte. Humiliations, tyrannie, phénomène de bouc-émissaire, idolâtrie, meurtres... Les illusions rousseauistes sont implacablement balayées dans ce récit. Cette fiction est sans doute caricaturale.

Pour autant... j'ai découvert dans la bouche de mes propres enfants une expression qui m'a glacée : depuis quelques années, se traiter entre ados de « Rémi » est la pire des condamnations. Pourquoi ? En référence à *Rémi sans famille*¹, le jeune « Rémi » est celui qui se trouve esseulé pendant la récréation. Sans amis, s'il est seul, il est repéré comme proie...

Le principe démocratique a-t-il une chance de s'épanouir au sein de la communauté des enfants s'il est ressenti comme plaqué, imposé ? Comment faire prendre conscience au petit d'homme que ce système du vivre ensemble constitue une chance réelle et peut-être unique ?

Voici deux expériences, menées au sein d'écoles primaires publiques en Bretagne.

« **Les forums discussion** » : chaque jour une classe, pendant la pause méridienne, a rendez-vous avec un animateur afin de réguler les conflits, les dysfonctionnements, mais aussi pour prendre l'habitude de nommer ce qui va bien, ce qui rend

1. Roman d'Hector Malot

heureux. Les enfants et le coordinateur sont assis en cercle, et parle qui veut, grâce au bâton de parole. Le rendez-vous est imposé, mais attendu, les enfants le réclament lorsque le forum ne peut avoir lieu. Trois sacs virtuels sont proposés :

- Un sac pour les petits dysfonctionnements qui peuvent être réglés entre enfants : ils vont chercher eux-mêmes la solution, et parfois inventer de nouvelles règles de vie.
- Un sac pour les dysfonctionnements qui nécessitent l'aide d'un adulte.
- Un sac pour les petits bonheurs.

Les enfants sont invités à s'exprimer sans nommer les responsables de telle ou telle injustice. Si le mal est profond (par exemple en cas de harcèlement), l'enfant confie à l'adulte en fin de forum, le nom de celui qui est mis en cause. Par ailleurs dans cette école, les enfants de CM2 se sont vu proposer une formation de médiateur (sur la base du volontariat), afin de désamorcer eux-mêmes les conflits pendant les récréations.

La deuxième initiative : « **les p'tits philosophes** ». Depuis trois ans, j'interviens dans le cadre des TAP² afin d'animer des groupes de parole pour les enfants. Je ne suis pas là pour enseigner, mais pour écouter ; à chaque séance, les enfants décident eux-mêmes du sujet dont ils veulent parler. Comment ? Je place au centre du cercle, papiers et crayons ; les enfants qui le souhaitent, écrivent un thème et me le donnent ; je lis l'ensemble des propositions et invite chacun des jeunes à voter. Je m'engage à accepter tout sujet, à partir du moment où il a été choisi par la majorité. J'indique au passage que ce fonctionnement s'appelle la démocratie. Il y a nécessairement des tensions : lorsqu'un enfant irascible doit accepter que son sujet n'est pas retenu, ou lorsque deux clans voient leurs thèmes en ballottage. Je leur explique que ce système du choix par la majorité est celui auquel leurs parents eux-mêmes doivent se soumettre. Et que par exemple, satisfait ou mécontent, chacun doit accepter le président désigné par les votes. Les enfants ont parfois du mal à gérer leur frustration, et s'exclament souvent « puisque c'est comme ça,

2. Temps d'activités périscolaires, mis en place par la réforme des rythmes scolaires.

je ne dirai rien ! » Je leur glisse alors avec un sourire que si la nature, dans sa sagesse, nous a dotés de deux oreilles et d'une bouche, c'est peut-être pour que l'on écoute deux fois plus qu'on ne parle... La frustration du sujet est généralement oubliée dès que j'allume la bougie de la parole et la pose au centre du cercle. Place désormais à la frustration suivante : pourquoi ne puis-je m'exprimer autant que je le souhaite ? Pourquoi prendre en compte la parole et l'opinion des autres ?

Cet exercice, exigeant, est généralement apprécié par les enfants qui découvrent la puissance de l'écoute, du non-jugement, de la libre expression. Progressivement ils passent du « moi » au « je », et du « je » au « nous ».

Ces deux initiatives offrent un rituel, un cadre très précis dans lequel l'apprentissage peut se faire en confiance. L'enfant sait que sa parole et ses émotions, quelles qu'elles soient, seront accueillies et respectées. L'apprentissage de la démocratie passe nécessairement, me semble-t-il, par une prise de conscience intérieure, une évidence habitée qu'ensemble on peut réfléchir plus haut, plus grand, plus loin. Cet apprentissage n'est-il pas l'objet de toute une vie ?

Les semences de la démocratie, semées tôt, peuvent se révéler aussi fertiles que la graine de moutarde d'une certaine parabole...



FORMER DES CITOYENS.

Par Nicolas Renard

Nicolas est retraité, ancien chef d'établissement en ZEP. Il fait partie de l'équipe précarité et il est responsable de la LAC.

Les jeunes adolescents ou préadolescents sont aujourd'hui soumis à des influences très diverses : celle de la famille tout d'abord, mais aussi celle des copains, multipliée par les réseaux sociaux ou encore celle de médias omniprésents, télévision ou messages publicitaires par exemple. Cet environnement complexe les aide-t-il à se préparer à devenir citoyens et à participer activement à la vie démocratique ? Rien n'est moins sûr et les attentes se portent de ce fait désormais sur l'école, ultime rempart éducatif face au désinvestissement de certains jeunes. On va lui demander de les aider à devenir membres de la cité, à se préoccuper du bien commun, à entrer dans une conscience citoyenne. L'école est-elle armée pour relever ce défi ? Comment peut-elle y répondre ?

L'INSTRUCTION CIVIQUE

La première réponse, désormais intégrée dans les directives officielles, concerne le développement de l'instruction civique, voire de la morale.

Aider les jeunes à comprendre que la démocratie ne va pas de soi, qu'elle est l'aboutissement d'une longue construction, leur faire saisir qu'une société démocratique est fragile et qu'un retour à la violence et à la barbarie est toujours possible : cette tâche est nécessaire pour des jeunes qui n'ont aucune conscience de ce que la société leur apporte et qui sont parfois plus préoccupés de la satisfaction immédiate de leurs désirs.

Expliquer ce qu'est un système représentatif avec ce qu'il permet de régulation mais aussi les frustrations qu'il peut entraîner chez des personnes qui pensent que la démocratie doit être calquée sur leurs seuls désirs personnels : c'est une tâche difficile mais nécessaire si on veut éviter l'atomisation des individus et le risque de retour de populismes annonciateurs de violences futures.

Appuyée sur l'histoire, l'instruction civique doit

donc tenir une place importante : elle doit expliquer les institutions, leur origine et leur bien fondé, expliquer ce qu'est la loi, comment elle est élaborée et comment elle évolue, montrer ce que sont les valeurs qui nous rassemblent. Il ne s'agit pas de tenir un discours conservateur et frileux de maintien des choses en l'état mais de montrer que le vivre ensemble est un acquis de longue lutte. L'évolution de pays en guerre, en situation de dictature ou de sous-développement, peut être éclairante à cet égard. Nulle société n'est idéale mais la démocratie possède quelques atouts irremplaçables.

A ce titre, le développement de l'esprit critique est un enjeu de taille. Réseaux sociaux ou médias diffusent continuellement des messages de valeur très inégale. Des rumeurs naissent sans aucun fondement dans la réalité. Certaines peuvent être dangereuses et nuisibles à la vie sociale. Le développement de l'esprit critique permet de réfléchir aux sources des informations que nous recevons et de débattre de leur pertinence. Il évite de recevoir toutes les informations comme argent comptant. Il donne le recul nécessaire à la vie démocratique. C'est une responsabilité importante pour les enseignants de toutes disciplines.

L'instruction civique est donc incontournable aujourd'hui comme elle l'était dans les moments fondateurs de la République. Les familles, les médias ou les amis ne jouent pas nécessairement le rôle qu'ils devraient jouer dans ce domaine. L'école est parfois le seul lieu où un discours clair peut être tenu sur ces questions.

On ne peut toutefois en rester là. L'école est un lieu d'enseignement. Mais c'est aussi un lieu de vie, une mini société avec ses règles, ses lois et ses institutions. Et ce lieu se doit d'être exemplaire de ce que devrait être la vie sociale si on veut que l'enseignement évoqué ci-dessus n'apparaisse pas comme un discours plaqué, en contradiction avec la vie réelle. Ceci est particulièrement vrai dans des établissements sensibles où violences et incivilités marquent trop fréquemment le quotidien. Liberté, égalité et fraternité sont les valeurs socle de notre société. Il faut l'expliquer et le redire. Il faut aussi le vivre le mieux possible dans la vie scolaire.

DANS LA CLASSE

Quelle perception de la vie sociale aura un enfant dont la classe est une jungle bruyante où les plus

forts imposent leur loi ou qui voit sa classe livrée à l'arbitraire d'un adulte peu attentif à ceux qu'il a en face de lui ? La classe est le premier lieu de socialisation à l'intérieur de l'école. C'est en son sein que doivent être établies des relations apaisées qui permettent à l'enseignant d'enseigner et à l'élève d'être reconnu et accompagné. La classe doit pouvoir être un lieu calme, un lieu où la parole des uns et des autres peut être entendue, un endroit où il est possible de débattre. Les règles de travail et de comportement doivent être claires et appliquées. Il est évidemment facile d'énoncer ainsi les choses quand on sait les difficultés qu'il y a à gérer certaines classes aujourd'hui : manque de concentration, difficultés scolaires ou mal-être social peuvent compliquer sérieusement le travail éducatif. Le défi est de taille, notamment pour les enseignants débutants. Il n'est pas facile de ne pas se faire marcher sur les pieds et d'établir des règles claires à l'intérieur de la classe. On sait le temps perdu par les questions de discipline dans des écoles ou des collèges de certains quartiers. C'est pourtant bien là que se poursuit l'apprentissage de la citoyenneté et de la vie ensemble. Les enseignants et particulièrement les jeunes ne peuvent relever seuls ces défis. Un travail d'équipe est nécessaire.

Avoir un fonctionnement paisible de la classe, c'est aussi la condition pour améliorer les apprentissages et permettre aux plus faibles de progresser. La lutte contre l'échec scolaire passe par cette maîtrise de la vie en groupe.

L'établissement d'un climat apaisé à l'intérieur de la classe est ce qui permettra par ailleurs d'établir des heures de vie de classe où pourra se nouer un vrai dialogue entre les élèves. Cela permettra aussi aux délégués de classe de jouer leur rôle et de pouvoir représenter leurs camarades lors des conseils de classe ou de participer aux instances représentatives dans les collèges ou les lycées. Cette implication des élèves dans la vie de l'établissement suppose un climat de confiance que seules des relations apaisées entre les uns et les autres peuvent permettre.

A L'ÉCHELLE DE L'ÉTABLISSEMENT

Ce que nous venons d'évoquer vaut tout autant à l'échelle de l'établissement.

Là encore, les règles doivent être claires, bien expliquées et respectées. Ce qui est en cause ici, c'est

la cohérence de tous les adultes qui travaillent dans un établissement : circulation dans l'établissement, comportement, respect des horaires ou respect du matériel par exemple. On ne peut exiger la ponctualité des élèves si les adultes eux-mêmes prennent des libertés par rapport aux horaires. De même tous les adultes, quel que soit leur statut, doivent avoir la même attitude face à des comportements déviants d'élèves. L'enseignant n'a pas pour premier rôle de surveiller les couloirs. Il ne peut cependant laisser se développer une bagarre qui naît sous ses yeux.

Il ne s'agit pas d'établir un établissement carcéral où le moindre écart de conduite serait sanctionné. Ce serait insupportable et il doit rester des marges de liberté. Les écarts à la règle font partie de la règle et manifestent que la liberté subsiste. Mais cette recherche de cohérence par les adultes reste absolument essentielle. C'est la condition d'apaisement du climat. Il est difficile de lutter contre l'échec scolaire. Mais il est possible de modifier le climat d'un établissement. A condition que tous les adultes s'impliquent dans l'opération et que chacun ne travaille pas dans son coin.

Cette cohérence doit aussi se manifester dans le

domaine de la sanction. Quand deux élèves se bagarrent assez violemment, lorsqu'un élève insulte un adulte, quand du matériel est dégradé volontairement, il est nécessaire de sanctionner et cela peut aller jusqu'au conseil de discipline. Mais, là encore, la règle doit être transparente. Il faut pouvoir établir clairement ce qui s'est passé pour bien mesurer l'implication des uns et des autres. Un enseignant est pris violemment à partie par un élève. Ce n'est pas acceptable. Mais il faut bien établir les faits. S'il s'avère que l'adulte, à un moment donné de l'incident a eu, par exemple, un mot ou un geste déplacé, il faut le dire et le reconnaître. C'est la condition pour qu'une sanction apparaisse comme juste. C'est l'apprentissage de la citoyenneté.

et leur souci de voir ces enfants se développer et prendre leur autonomie. Cela peut paraître une évidence. Et pourtant ! Cette vertu n'est peut-être pas aussi développée que souhaitée. Il existe encore bien des adultes qui donnent l'impression d'être là par devoir et les élèves le sentent bien. La démocratie, c'est peut être aussi cela : manifester une bienveillance à l'endroit d'autrui et l'école est sûrement le premier endroit où cette vertu devrait se manifester.

LA BIENVEILLANCE

Développement de l'instruction civique, établissement de règles claires à l'intérieur de la classe ou au sein de l'établissement : ces éléments sont essentiels. Peut-être faut-il invoquer encore un dernier point : la nécessaire bienveillance que les adultes doivent manifester à l'égard des enfants



DÉCIDER DU BIEN COMMUN

Par Michaël Salce

Responsable d'un petit bureau d'études dans une filiale de la SNCF, Michaël est membre de la Communauté Mission de France depuis 2007 avec Claire, son épouse, et ils appartiennent à l'équipe de mission des deux Rives dans la région PACA.

Depuis 2014, Michaël est maire adjoint de Saint Chamas, commune de 8 000 habitants proche de Salon de Provence.

La commune, échelon de base de notre système administratif, peut assez facilement se transformer en micro-laboratoire démocratique avec ses théories, ses tâtonnements, ses expériences, ses échecs et ses réussites. Les domaines d'expérimentation sont nombreux et variés : améliorer la participation des citoyens, donner une vision pour l'avenir, réduire le sentiment d'inégalité entre administrés, construire une ville où chacun trouve sa place... En résumé, avoir la prétention d'œuvrer pour le bien commun et l'intérêt général.

Après bientôt trois années de mandat, je mesure combien cela est difficile au quotidien pour une équipe municipale et l'adjoint au maire que je suis.

■ QU'EST-CE QUE LE BIEN COMMUN ?

Dans ces temps d'incertitudes, la notion même de bien commun ne semble pas forcément aller de soi. Comment pouvons-nous envisager de faire des efforts pour quelque chose que nous devons partager avec l'autre, qui peut-être nous apportera des contraintes supplémentaires, alors que nous nous sentons par ailleurs fragilisés, déstabilisés par le quotidien que nous inflige la société ? Comment alors trouver la force de rêver et le courage de construire une ville différente, accueillante et adaptée aux enjeux actuels tels que l'environnement et la maîtrise des déplacements pour n'en citer que quelques-uns ?

Comment par exemple, construire une ville qui incite à se déplacer à pied ou à vélo (nous sommes dans le Sud quand même) quand nous avons quasiment tous besoin de voiture pour aller au travail et qu'il semble si facile de prendre la voiture pour aller au village ? (Après, il faut juste trouver de la place pour se garer.)

■ QUI DÉCIDE DU BIEN COMMUN ?

Décider de changer la ville en profondeur est une

chose, mettre en œuvre ces changements en est une autre. Aujourd'hui les questions de légitimité et de concertation se posent dès lors qu'un choix doit être réalisé. Or, faire des choix, décider, trancher, se mouiller et prendre ses responsabilités constituent le quotidien des élus et principalement du maire et de ses adjoints.

Pour cela, nous nous appuyons sur les techniciens et les experts, employés de la commune ou extérieurs. Nous recevons des rapports, des plans, des tableaux de chiffres qui nous invitent à adopter telle solution ou qui nous mettent en garde contre les risques liés à telle autre. A nous de juger si les propositions techniques, architecturales et financières qui nous sont présentées concrétisent ou non nos objectifs politiques et s'ils permettent de construire un bien commun et durable.

Il n'est pas toujours évident de trouver l'essentiel dans les volumineux rapports et les alléchantes présentations qui nous sont remis. Mais lorsque nous engageons la commune, notre devoir d' élu est bien de vérifier que cela répond à nos objectifs politiques, aux besoins de nos administrés et à l'intérêt général. Écouter, analyser, décortiquer, interroger, réorienter éventuellement les études, proposer des solutions alternatives, débattre

et échanger sont des étapes nécessaires pour construire ensemble le meilleur projet. Cela malgré le temps et le quotidien qui nous pressent.

UNE DÉMOCRATIE FRAGILE

Associer le plus grand nombre aux débats et aux décisions qui impactent l'avenir commun, voilà un souhait que nous voudrions tant concrétiser. Un rêve de démocratie ? Force est de constater que la réalité est bien différente et que les lieux où se joue la démocratie et où se prennent les décisions ne sont pas forcément ceux auxquels nous pensons en premier. Nombre de décisions se discutent et se prennent en commission, en petit comité, avant d'être validées en Conseil municipal.

Est-ce là un dysfonctionnement de la démocratie ? Plutôt un point de fragilité, peut-être un point d'humanité dans notre système républicain actuel. Les sujets à traiter à l'échelle d'une commune comme la nôtre sont tellement vastes et nombreux que les décisions à prendre se succèdent avec frénésie. Toutes, ou presque, revêtent un enjeu politique et impactent peu ou prou nos concitoyens. Pour les élus, il est totalement impossible de suivre l'ensemble des dossiers. (Surtout, si, comme moi,

ils exercent par ailleurs une activité professionnelle.)

Emporté par le quotidien et surplombé par sa montagne de parapheurs, l' élu doit trouver la ressource physique nécessaire pour entretenir la flamme de la démocratie. Cela se concrétise au quotidien dans les relations avec les autres élus et avec les administrés.

ENTRETENIR LA DÉMOCRATIE

Si le maire et ses adjoints échangent très fréquemment et partagent un certain niveau d'information, il n'en est pas de même pour les conseillers municipaux qui ne siègent que dans certaines commissions et au Conseil municipal. Ils peuvent avoir le sentiment d'être mis sur la touche et de n'être ni informés ni associés aux discussions. Maintenir ce premier échelon démocratique n'est pas forcément évident. Cela nécessite quelques efforts, comme rédiger et diffuser le compte-rendu de la réunion hebdomadaire des adjoints et conseillers municipaux délégués, inviter les collègues à réagir vis à vis des documents diffusés, ...

Au quotidien, les élus sont au contact de la population. La mairie reçoit de nombreuses demandes,

de nombreuses souffrances, des remarques et de nombreuses réclamations. Toutes ne relèvent pas de nos compétences mais toutes doivent être accueillies et traitées. Traverser le village à pied, faire le marché, aller manger chez les amis, consulter la page Facebook de la ville, sont autant de moments où nous sommes sollicités, interpellés, questionnés. Ce sont aussi et surtout, des moments d'écoute et d'échange, même si la fatigue nous rend parfois moins réceptifs et que la critique est difficile à entendre.

Cela nous impose également de recevoir avec un même respect les différentes expressions, qu'elles soient sympathiques ou virulentes, et de les accepter pour ce qu'elles sont.

Notre rôle consiste aussi à identifier et à faire s'exprimer ceux qui n'osent pas ou qui sont isolés. Des lieux tels que la Commission communale accessibilité, le Conseil des sages et le Conseil municipal des jeunes, permettent échanges et discussions et entretiennent le lien démocratique.

DE LA NÉCESSITÉ DE LA PÉDAGOGIE

Collecter l'information, les remarques et les demandes est une chose, les intégrer ou pas dans

l'élaboration du projet final en est une autre. « A quoi cela sert-il de nous demander notre avis si vous n'en tenez pas compte ? »

Problème également lorsqu'il s'agit de répondre défavorablement à une demande particulière au nom de l'intérêt général. J'ai voté pour vous et vous ne faites rien pour moi ?

Invoquer le bien commun et le projet collectif dans ces moments-là ne peut être une réponse à l'emporte-pièce, elle nécessite bien souvent de se référer au projet politique initial et d'expliquer. Pas facile de dire « Non » dans ces cas-là, qui peuvent parfois s'accompagner d'un peu de chantage, mais quelques exemples récents m'ont montré que nos concitoyens étaient prêts à entendre cette réponse à condition qu'ils aient perçu une attention à leurs problèmes dans l'attitude des élus.

UNE QUESTION DE CONFIANCE

Tous ces liens sont bien fragiles, ils nécessitent beaucoup d'efforts et de dévouement de la part des élus pour être maintenus et entretenus. Ils ne perdurent que par la confiance.

Confiance des administrés en leurs élus mais aussi confiance entre membres de l'équipe municipale.

Issus d'horizons et d'histoires différents, nous avons appris à nous faire confiance, à faire confiance à cette équipe dont chaque membre est chargé de construire un morceau du projet commun.

L'aventure est avant tout humaine, la confiance est également nécessaire dans nos relations personnelles. Les divergences de point de vue, les motifs de tensions, parfois de frustration, sont le quotidien de toute équipe. Comme toujours la discussion peut déranger, égratigner voire blesser. La confiance est donc primordiale afin de pouvoir se dire les choses en face et ne pas laisser s'infecter ces petites blessures.

Notre système démocratique est probablement imparfait. Mon expérience d'élus me montre que c'est avant tout un système qui repose sur l'humain, sur la relation entre les hommes et les femmes qui ont été chargés d'en assurer le fonctionnement, qu'ils soient citoyens, élus ou fonctionnaires. Comme souvent, le résultat dépend de ce que chacun est prêt à y engager de sa personne, de la place qu'il peut y trouver mais aussi de la place qu'il est prêt à laisser à l'autre pour construire un avenir commun.



PRENDRE EN COMPTE LA PAROLE DES PLUS FRAGILES

Par Marie-Aleth Grard

Marie-Aleth Grard est membre d'une équipe Mission de France à Evry en Essonne.

Elle est déléguée nationale d'ATD Quart Monde et représente ce mouvement au CESE (Conseil économique social et environnemental).

Joseph Wrésinski, le fondateur d'ATD Quart Monde, est né dans un camp de rétention à Angers au début du XX^{ème} siècle, d'une mère espagnole et d'un père polonais, et il a vécu dans la grande pauvreté toute son enfance.

En 1957, alors qu'il est prêtre près de Soissons, il décide de tout quitter pour rejoindre les familles rejetées de tous, au camp des sans-logis de Noisy le Grand (93). Il dit alors qu'il a rejoint « son peuple », le peuple du quart-monde. Dès son arrivée à Noisy le Grand, et ensuite dans tous les lieux où le Mouvement ATD Quart Monde rejoint les plus pauvres, sa première préoccupation est de mettre les personnes les plus pauvres en situation de pouvoir s'exprimer, de pouvoir partager leurs savoirs de vie et leurs savoirs d'expérience.

CROISER SAVOIRS ET PRATIQUES

C'est au début des années 90 que le mouvement ATD Quart Monde a engagé un travail entre des universitaires, des professionnels rencontrant des publics défavorisés et des personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté, afin de montrer combien le croisement de leurs savoirs permet de faire changer nos représentations, nos postures et de ce fait, permet de réellement transformer la société.

La méthode du « Croisement des savoirs et des pratiques » établie par ATD Quart Monde permet à des professionnels (banque, aide sociale, médecins, infirmiers, enseignants, inspecteurs de l'Education nationale, etc.) de se former à partir de cette pédagogie qui nous fait reconnaître en « l'autre » ses savoirs d'expérience et de vie, et découvrir combien il est essentiel de travailler ensemble.

Le Croisement des savoirs et des pratiques a une éthique qui place les personnes en précarité au centre de la démarche : c'est bien plus qu'une méthode, c'est une nouvelle façon de concevoir notre société où les plus fragiles, les plus pauvres d'entre nous, auront une véritable place à égale dignité de tous. La richesse de cette méthode transforme nos

façons de faire, nos manières d'agir et de concevoir les projets.

S'appuyer sur l'intelligence des personnes va bien au-delà de l'accompagnement.

Je souhaite vous partager quelques témoignages de professionnels et de personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté qui ont vécu ces sessions de co-formation.

Une femme psychologue dans un Conseil départemental :

Il y avait des personnes venues d'horizons très divers et des militants Quart Monde. Cela a révolutionné ma façon de voir et ma pratique. Je me souviens d'un moment qui m'a beaucoup marquée. J'avais parlé et j'avais utilisé des mots qui avaient été très mal pris par un militant. Il les avait ressentis comme une insulte. Ce militant avait compris exactement le contraire de ce que je voulais dire. Or jusqu'ici, j'étais persuadée d'être parfaitement bien comprise en utilisant ces termes. J'ai réalisé que ce n'était pas si simple. Que la plupart des gens que je rencontrais dans le cadre de mon travail ne me le disaient pas mais qu'ils ne comprenaient pas.

Avant cette formation, quand je travaillais, j'étais persuadée que même si j'écoutais la personne en face de moi, c'était à moi de trouver la solution, moi avec mes collègues. Je me suis rendu compte qu'en fait la solution est à chercher avec les personnes. Cela a complètement changé ma vision des choses, ma façon de travailler. J'ai réalisé l'importance du collectif. Cela m'a incitée à participer ensuite à des actions collectives et à des actions de concertation.

Un exemple pour illustrer ce que je dis. La Maison départementale des personnes handicapées avait un projet qualité. L'idée était de mener une réflexion pour améliorer l'accueil. Un groupe d'une dizaine de personnes en situation de handicap, ainsi que deux animatrices dont moi, se sont alors mis à réfléchir sur la question. Et la réflexion est allée au-delà de l'accueil. Le groupe a fait des propositions. Et il a demandé à rencontrer le directeur : " On veut parler à la personne qui décide, sinon on va parler pour rien. " Le

directeur a joué le jeu. Il est venu et il s'est engagé à changer un certain nombre de choses. Depuis, il y a des comités d'usagers – une cinquantaine de personnes qui se réunissent à intervalles réguliers durant l'année. Grâce au Croisement des savoirs, on arrive à modifier nos pratiques dans le social, et pas seulement. C'est en associant les personnes les moins habituées à prendre la parole, en allant les chercher que l'on peut bousculer les choses.

Des militants Quart Monde¹ expriment ce qui les motive à participer à ces co-formations.

R : Avec les co-formations, on peut travailler ensemble pour mieux se comprendre, mieux dialoguer, parce qu'on n'a pas le même langage et qu'on a des difficultés à se rencontrer dans la vie de tous les jours.

B : On fait comprendre ce qu'on vit, les problèmes qu'on rencontre pour que les professionnels ne refassent pas les mêmes erreurs avec d'autres, c'est important, notamment pour les jeunes professionnels.

1. On appelle militants Quart Monde des personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté.

Des militants Quart Monde disent ce qui a changé et leur a donné du courage avec ces co-formations.

C : Ça me sert dans la vie de tous les jours pour « combattre » les professionnels de la santé, de l'école, de l'administration... On sait ce qu'on a à dire, on n'est pas dans la violence. Avant je retournais le bureau !

L : Qu'ils changent leurs préjugés ! Mais aussi que les familles changent leur regard, soient plus à l'aise pour dialoguer avec les professionnels. Et pour ça, on transmet notre expérience à nos enfants, à ceux qui ne sont pas allés en co-formation, pour qu'ils ne restent pas dans leurs soucis, leurs problèmes.

L : Ça m'a apporté la patience, la tolérance, un certain self control.

C : Au début d'une co-formation, on ne connaît pas les professionnels. Quand à la fin on voit qu'ils nous comprennent mieux, qu'ils ont un autre regard, quand on voit qu'ils redemandent d'autres co-formations, ça donne la pêche !

Madame D, médecin en prison, a participé à une co-formation avec des gens du voyage sur le thème de la santé. Elle témoigne avec enthousiasme de la façon dont cette rencontre a enrichi sa pratique.

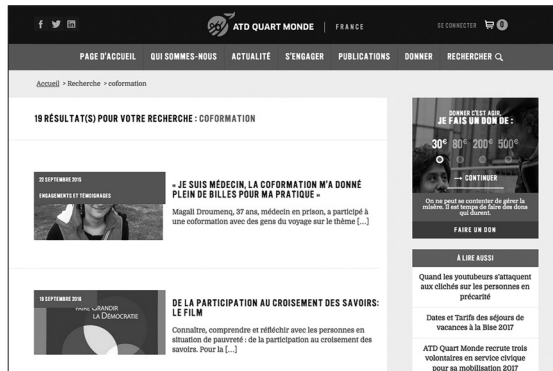
J'allais à cette co-formation avec certaines appréhensions. En même temps, j'avais envie de découvrir, j'étais curieuse. En fait, cela a été extraordinaire. Chacun, les gens du voyage comme les personnels de santé participant à cette formation, a pu dire les représentations qu'il avait de l'autre et exprimer tout ce qu'il pensait. On y est arrivé grâce à des techniques remarquables comme le photo-langage. On imaginait que les gens du voyage avaient une représentation négative du monde médical. Or ce n'était pas du tout ça. Nous avons pu mesurer qu'il y avait une mauvaise compréhension des attentes de chacun. J'ai compris combien la question du temps se pose très différemment pour les gens du voyage et pour nous.

J'ai compris que lorsqu'ils venaient nombreux à l'hôpital, cela ne devait pas être interprété comme une agression, comme un manque de confiance ou comme une volonté de faire pression. C'est un réflexe communautaire. Plus l'attente est longue, plus la personne a besoin de soutien. Et le soutien ne peut pas s'exprimer au téléphone, ce doit être une présence physique.

Durant la co-formation, pendant les repas, on parlait avec les gens du voyage. J'ai appris beaucoup sur leur façon de vivre et sur leur culture. Cela facilite les relations. Maintenant quand je vois des gens du voyage, je vais vers eux. Comme ils comprennent que je sais des choses et que je m'intéresse à eux, la confiance s'installe vite. C'est une vraie formation, ce dont je ne me rendais pas compte au départ. Cela m'a donné plein de billes pour ma pratique dont je me sers toujours aujourd'hui.



http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2015/2015_13_ecole_reussite.pdf



<https://www.atd-quartmonde.fr/?s=coformation>



ENTENDRE LA VOIX DE PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ

Par Etienne Pinte

Etienne Pinte a été député-maire de Versailles et il dirige, depuis 2010, le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE).

La création en 2012 du huitième collège, celui des représentants des personnes en situation de précarité, au sein du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE), a été une décision novatrice et importante pour associer ces personnes aux réflexions, propositions et décisions concernant leur existence. Leur participation aux groupes de travail et aux ateliers qui ont débouché sur l'élaboration du plan quinquennal de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale décidé par le gouvernement au mois de janvier 2013, leur a permis de faire entendre leur voix et d'être les coauteurs d'un document qui engageait les pouvoirs publics à améliorer leur sort.

C'est ainsi qu'ils ont été les parties prenantes de

la revalorisation annuelle des minimas sociaux, de la création de l'Observatoire de l'inclusion bancaire (OIB), de la fusion du revenu de solidarité active et de la prime pour l'emploi devenu la prime d'activité, etc.

CELA SUPPOSE...

Cette nouvelle pratique démocratique exige que la participation de ces personnes ne serve pas d'alibi aux décideurs publics. Il ne s'agit pas de donner bonne conscience aux responsables politiques mais de leur faire prendre conscience des réalités quotidiennes dans lesquelles vivent des millions de concitoyens en situation de précarité. Cela suppose une bonne préparation avant toute mise en commun au cours d'un débat sur un sujet auquel il y a lieu d'apporter une réponse comme par exemple le surendettement, la domiciliation, l'utilisation des outils électroniques, le maintien des services publics, etc. Cela suppose aussi une rencontre partagée au cours de laquelle chacun apporte son vécu, son expérience, son savoir avec ses mots et sans monopole de la vérité. Cela suppose enfin un apprentissage de la connaissance des autres et de la découverte des différences.

Cette nouvelle approche de la démocratie participative intéresse d'autres institutions publiques comme le Conseil économique social et environnemental (CESE) et ses antennes régionales, certaines entreprises de presse, mais aussi certains gouvernements étrangers.

Nous nous sommes inspirés de la fameuse parole de Nelson Mandela : « Tout ce que vous faites pour moi, si vous le faites sans moi, vous le faites contre moi »



FAIRE CHEMIN ENSEMBLE DANS UN SYNODE

Par Michelle Berthomé

Michelle Berthomé est l'épouse de Thierry. Ils ont 4 enfants et 2 petits-enfants. Elle a un ministère reconnu (laïc en mission d'Eglise) dans le diocèse de Poitiers depuis 1995 : pastorale des personnes handicapées, service de la catéchèse et du catéchuménat. Elle est actuellement chargée du suivi pastoral des ministères reconnus et au service de la vie spirituelle.

Elle a participé à deux synodes diocésains.

Comme dirait Obélix, « je suis tombée dedans quand j'étais toute petite ». Me concernant, ce n'est pas dans la potion magique mais dans un bain communautaire. Si je relis mon histoire, ce qui a été déterminant, me semble-t-il, c'est ce bain de vie et de rencontres avec d'autres où je n'ai jamais pu me contenter d'une appartenance à un groupe restreint. Ce qui a été stimulant, fortifiant, c'est le désir de toujours « élargir l'espace de ma tente », de rencontrer d'autres croyants, de découvrir et aussi de rechercher d'autres manières de vivre et d'exprimer sa foi, de me mettre au service de personnes plus fragiles et notamment de personnes en situation de handicap qui m'ont beaucoup appris. Cela s'est concrétisé dès mon adolescence par des pèlerinages à Lourdes, puis jeune adulte, dans l'accompagnement de jeunes handicapés en camp

l'été, puis, jeune parent, dans l'éveil à la foi qui m'a mise en relation avec d'autres parents, localement, mais aussi en participant à des rencontres diocésaines, régionales, nationales. A chaque fois, il n'était pas possible de rester tranquille dans un cercle restreint mais j'étais toujours poussée par le désir de rencontrer d'autres, ailleurs et autrement. Dans cet élan, c'est l'empreinte synodale du diocèse de Poitiers qui m'a encouragée à répondre aux appels reçus et à accepter plusieurs missions successives dans ce diocèse. En effet, les deux synodes diocésains auxquels j'ai eu la chance de participer, sont deux événements fondateurs qui m'ont nourrie et initiée plus profondément à la nature même de l'Eglise. Plus largement, ils ont marqué et continuent d'orienter la vie du diocèse dans le sens où ils permettent de mettre en œuvre et de vivre la réforme profonde initiée par le Concile Vatican II : passer d'une *Eglise-société parfaite* à une *Eglise-communion* dans laquelle chaque baptisé participe. En effet, chaque baptisé est appelé à répondre à l'appel de Dieu dans sa vie et à participer à l'*édification du Corps du Christ qu'est l'Eglise* (Lumen Gentium) afin de manifester l'amour de Dieu pour tous les hommes.

VOUS AVEZ DIT « SYNODE » ?

Je sais que, pour beaucoup aujourd'hui, ces mots (synode, synodalité, vie synodale) ne signifient rien ou pas grand-chose et ne font que compléter une longue liste d'expressions jargonantes propres à l'Eglise. Cela vient sans doute du fait que, longtemps dans la tradition de l'Eglise, ces réalités concernaient uniquement les évêques ou les prêtres. Peut-être certains n'y voient-ils qu'une procédure de règlement ou d'organisation, alors que cette pratique participe de la vie même de l'Eglise dans toutes ses dimensions.

Etymologiquement, le terme synode signifie « faire chemin ensemble » mais aussi « franchir un seuil ». Ces deux expressions expriment ce qui fonde la vie chrétienne et la vie ecclésiale : une marche, un cheminement où nous avançons ensemble, compagnons les uns les autres au nom de l'Evangile ; un passage, une entrée dans la maison commune où les qualités de relations sont définies par la fraternité, maison dont nous avons la charge, la mission, la responsabilité. Au-delà des définitions, ce sont les représentations de l'Eglise qui sont revisitées. Pour le pape François, « la synodalité est une dimension constitutive de l'Eglise ».

■ UNE EXPÉRIENCE FONDATRICE

Des deux synodes vécus, plusieurs souvenirs restent très présents et forts dans ma mémoire :

- Pendant la phase de consultation large « Parole ouverte », Madeleine, une retraitée, m'avait invitée à être témoin de réunions qu'elle organisait chez elle avec ses copines de la gym (pas toutes des grenouilles de bénitier, loin s'en faut !) « Quel est ton Dieu ? Qu'as-tu fait de ton frère ? Que dis-tu à ton Eglise ? » Echanges profonds, respectueux, vrais, occasions pour certaines de ces femmes de relire leur vie.
- La méditation des Ecritures : Emmaüs pour le synode de 1988-1993, les Actes des Apôtres pour celui de 2001-2003. Ecouter la Parole de Dieu, s'en nourrir, la laisser résonner dans nos vies et prendre à notre tour la parole pour témoigner, interpeler, rendre compte.
- Pendant les assemblées synodales dans les amphis de la faculté de droit, les liturgies vivantes avec l'expérience du chant qui rassemble. La présence de personnes handicapées prenant au sérieux leur rôle de délégué synodal, avec qui nous avons trouvé des modes d'expression ajustés.
- Je revois cette foule joyeuse au Parc des expo-

sitions, pour la promulgation des actes « Routes d'Evangile » en 1993 par Mgr Rozier et la cathédrale bondée pour la promulgation de « Serviteurs d'Evangile » en 2003 avec Mgr Rouet.

- Puis, toutes les fois où j'ai ouvert, consulté ces livrets des actes synodaux. Et pourtant, ils ne sont que la « trace pauvre et lointaine de tout ce qui a été vécu dans les cœurs, de tout ce qui a été construit entre les personnes et les communautés. » Le plus important, c'est ce qui a été vécu dans l'évènement même de la rencontre, de l'écoute, de la concertation, du discernement, de la fraternité, de l'apprentissage et de l'initiation les uns par les autres d'un vivre-ensemble...

■ CE QUI EST EN JEU DANS CETTE EXPÉRIENCE

- Cette pratique manifeste ce qu'est l'Eglise, **une assemblée convoquée** par son Seigneur, réunie en réponse à un appel. Les liturgies donnent bien à le vivre et à le percevoir. L'Eglise n'est pas une association au sens habituel du terme. Le ministère apostolique y est manifesté : c'est l'évêque qui convoque, préside et promulgue. Mais, il n'est pas seul et là se joue un rapport de confiance entre l'évêque et son Peuple. Cela passe par l'écoute

mutuelle, les concertations, les temps d'assemblée, la méditation de la Parole de Dieu, la mise en œuvre des décisions prises pour le bien de la communauté diocésaine, ce qu'on appelle le *sen-sus fidei*.

- Un synode facilite **l'expression de tous** selon la représentativité propre à chacun. La parole est ouverte sur un sujet précis.

Cette expérience est fondée :

sur l'écoute : « Une Eglise synodale est une Eglise à l'écoute, consciente qu'écouter est plus qu'entendre. Il s'agit d'une écoute réciproque, dans laquelle chacun a quelque chose à apprendre (...) les uns à l'écoute des autres et tous à l'écoute de l'Esprit Saint, l'Esprit de vérité pour découvrir ce qu'il dit aux Eglises. » (Pape François)

sur l'égalité dignité de tous où tous « cheminent ensemble sur les sentiers de l'histoire à la rencontre du Christ Seigneur (...) et où chacun s'abaisse pour se mettre au service de ses frères au long de ce chemin. » (St Jean Chrysostome)

- **Le thème choisi** conduit à **inscrire l'Eglise dans un espace humain et culturel** en prenant en

compte les réalités de la vie des femmes et des hommes de ce temps. L'Eglise manifeste sa crédibilité dans la société car elle cherche à parler à hauteur d'homme et de culture et inscrit la foi dans un temps donné.

Le thème choisi représente aussi un **enjeu vital pour l'annonce de l'Evangile** aujourd'hui et favorise un souffle missionnaire. La vie synodale stimule la créativité, l'esprit d'initiative, le discernement. C'est un appel à regarder en avant pour semer l'Evangile et ouvrir des chemins d'avenir.

POURSUIVRE LA ROUTE

C'est tout cela qui est appelé à se poursuivre dans une Eglise synodale. C'est cet esprit qui doit l'animer dans les rencontres, les réunions, la vie des conseils pastoraux : écouter ce que l'Esprit nous dit à travers un événement, une rencontre, une situation nouvelle... Etre attentif à chacun, se donner du temps pour discerner ce qu'il convient de décider, ce à quoi on est appelé pour vivre davantage en communion les uns avec les autres dans un esprit d'ouverture aux femmes et aux hommes de ce temps.

C'est cet esprit que j'ai découvert et aimé à la

Communauté Mission de France et qui m'a encouragée à la rejoindre. C'est dans cet esprit synodal que nous vivons actuellement la préparation à l'assemblée générale de juillet 2017 pour, ensemble, mieux répondre aux appels de l'Esprit face aux défis de ce temps.

La vie synodale appelle à des conversions, à des changements de mentalité et d'habitudes. C'est une démarche proprement pascalle, d'une part en renonçant au mal et à tout ce qui gangrène notre vivre-ensemble, d'autre part en témoignant pour les partager de nos raisons de croire, d'espérer et d'aimer.

Après quelques années diocésaines plus difficiles, je me réjouis de l'ouverture prochaine d'un troisième synode convoqué par Mgr Wintzer : *Avec les générations nouvelles, vivre l'Evangile*. Dans le souffle des synodes précédents et des appels du pape François, face aux attentes des femmes et des hommes d'aujourd'hui, nous poursuivons la route ensemble, fidèles aux appels du Christ qui est « chemin, vérité et vie ».



LA DÉMOCRATIE, UNE QUESTION CHINOISE ?

Par Jacques Leclerc

Jacques Leclerc est prêtre de la Mission de France. Après de nombreuses années en Chine, il vit maintenant à Manille (Philippines) au service des étudiants chinois envoyés par l'Eglise de Chine pour se former dans le domaine religieux.

La démocratie est-elle aujourd'hui une question chinoise ? Cette interrogation a une réponse évidente : oui. Pourquoi la Chine échapperait-elle à un tel débat sur la démocratie ? Cette question est au cœur de débats nationaux chinois dont des échos transgressent les murailles et les censures pour arriver jusqu'à nous. L'emprisonnement de Liu Xiaobo 刘晓波, Prix Nobel de la paix, en est un signe fort. Ces débats peuvent être suivis hors de Chine dans la presse et surtout grâce aux travaux et écrits de nombreux Chinois et étrangers¹. Tout en renvoyant à de tels travaux, il est aussi possible d'apporter un éclairage en ouvrant quelques portes de la réalité chinoise telle que j'ai pu l'observer et

1. Les écrits de Liu Xiaobo sont choisis, traduits en français et présentés par Jean-Philippe Bèjà dans un volume intitulé *La philosophie du porc et autres essais* publié en 2011 par Gallimard – Bleu de Chine. Anne Cheng a présenté ces écrits dans un article de *La pensée en Chine aujourd'hui*, volume qu'elle a dirigé dans la collection Folio-Essais Gallimard.

l'observe encore en vivant et travaillant en Chine puis dans le « monde chinois », en Asie du sud-est.

民主 MINZHŭ - DÉMOCRATIE

La première porte à ouvrir est sans doute celle de la langue chinoise. Dans son usage contemporain, une démocratie s'écrit 民主國家 (en romanisation officielle : minzhǔ guójiā). Cette remarque élémentaire donne déjà des indications utiles au débat.

民主, qui traduit le mot démocratie en chinois moderne, est une création de la langue japonaise. Les deux pictogrammes sont bien entendu issus de la langue écrite chinoise mais leur association pour former le mot « démocratie » ne vient pas du lexique chinois ancien. La seconde paire de pictogrammes 國家 traduit le mot « pays ». C'est aussi une association qui n'appartient pas au lexique ancien. 國 ou 国 indique un Etat et 家 une famille. Ils forment un signifiant fait de deux pictogrammes, associant ainsi deux signifiés que le chinois ancien n'associe pas. Bref, à l'instar des Lumières pour de nombreux concepts en usage en français, la Chine contemporaine s'est ouverte un espace de sens nouveau en forgeant les mots démocratie et pays. Le débat de la démocratie

en Chine est donc un marqueur de nouveauté et de porosité à de la pensée non chinoises. Or Liu Xiaobo, même en prison, est bien chinois, preuve vivante que la pensée chinoise sur la démocratie est aussi en débat vif et en mouvement créatif et pas seulement en copie d'un concept venu d'ailleurs ni en fixisme identitaire archaïque.

农民 NÓNGMÍN – PAYSAN

Mon métier d'agronome me fait prêter attention à la Chine rurale et agricole. En 20 ans, de 2000 à 2020, la Chine a prévu de totalement inverser le ratio rural / urbain de sa démographie : de 60 % / 40 % à 40 % / 60 %. Le ratio agricole / non agricole de la population rurale s'est inversé de 70 % / 30 % à 45 % / 55 %. Certes la Chine est déjà urbaine mais la planification à 2020 chiffre quand même la population rurale à 560 millions et sa part agricole à 250 millions ! Il ne s'agit pas de « périphéries » qui ne pèseraient pas dans les enjeux démocratiques.

Dans les années 80, après son retour au pouvoir, Deng Xiaoping a inauguré l'ère de Kai 开, c'est-à-dire de l'ouverture, par sa politique appelée 改革开放 gǎigé kāifàng (la réforme-ouverture ou l'ouverture

« réformante »). En 2002, nous sommes passés dans l'ère de Ru 入, c'est à dire de l'entrée 加入 (entrée dans l'OMC). Voilà qui était mené en bon ordre : ouvrir puis entrer. Si tous les Chinois sont aujourd'hui capables de prononcer l'acronyme WTO, la Chine n'est pas passée comme un seul homme de Kai 开 à Ru 入 ! 14 ans après l'entrée, il y a des Chinois qui sont restés sur le seuil. Ce sont certainement d'abord les paysans chinois !

Il y a 18 ans, en 1999, le Premier ministre de l'époque, Zhu Rongji, rentrant d'une visite aux Etats Unis, s'inquiétait : « Nous avons des syndicats ouvriers depuis des décennies, mais pas d'association de paysans. Je suis pour en créer une, afin que nos cultivateurs puissent faire entendre leur voix ».

« En Chine, tout le monde est encarté dans une association courroie de transmission du Parti : ouvriers, jeunesse, femmes, taoïstes et bouddhistes, chrétiens patriotiques, numismates ou amis des pandas... Tout le monde, sauf les 560 millions de Chinois vivant de la terre. », écrivait un observateur familier du pays. Seule la structure du Parti a autorité dans le rural. Ses dirigeants et fonctionnaires, même au niveau des bourgs et des villages, ne sont pratiquement jamais des paysans.

Pourtant ils ont encore autorité sur les pratiques agricoles. Les paysans n'ont pas d'autonomie dans la création de groupements de travail, d'outillage, d'accès aux marchés, etc. La longue marche dans l'histoire du pictogramme 民 min, contenu dans le mot « démocratie » comme dans « paysan », va de « Homme » ou « les gens » comme un seigneur de chez nous appelait ses paysans « mes gens », jusqu'à « peuple, habitants, citoyens » puis à « masses populaires » ... Lent voyage de la ruralité à l'urbanité où les paysans semblent avoir été oubliés sur le quai, au temps des « gens » ! Longue marche du féodalisme à un socialisme pas encore démocratique, au moins en ce qui concerne les paysans.

进入外 JÌNRÙ WÀI - ENTRER DEHORS

Vivant aux Philippines depuis plusieurs années, j'y rencontre quotidiennement, par mon ministère auprès d'eux, de jeunes Chinois de Chine populaire venus à Manille faire des études dans les établissements universitaires catholiques philippins. Ils sont prêtres, religieux et religieuses, séminaristes ou jeunes laïcs. En un mot j'observe et je rencontre les Chinois qui sortent pour la première fois de leur

pays et sont « entrés dehors ». Entre eux, je note de grandes différences dans leur bagage culturel classique chinois, particulièrement entre les plus jeunes proches de la trentaine et leurs aînés au-delà de la quarantaine. Le très rapide développement des savoirs modernes parmi les jeunes générations semble révéler par contraste, une fragilité dans la réception de l'héritage classique. La démocratie posée en question chinoise a besoin de nourrir son terreau culturel chinois dans les générations les plus jeunes, non pas tant évidemment par nostalgie que par appétit d'une pertinence de la pensée chinoise dans le débat de la démocratie auquel la Chine s'est jointe en « entrant dehors ».

禮OU 礼Ĺǐ - ENTRE RAISON D'ETAT ET LITURGIE

La question des religions dans l'espace national chinois est l'un des versants du débat de la démocratie. J'ai reçu un jour un courriel d'un jeune prêtre chinois qui me demandait de l'aider à venir à Manille, faire des études « d'étiquette » (sic). Il visait des études de liturgie catholique. Le pictogramme 禮 Ĺǐ occupe une place importante dans le lexique ancien qui touche au pouvoir dans l'Etat : rite, cérémonie, étiquette ainsi qu'honorer

et rendre un culte. Ce même caractère est aussi utilisé pour nommer la liturgie, notamment dans le culte catholique. Le côtoiement sémantique du rituel d'Etat et du rituel religieux est le lieu d'un versant réprimé du débat démocratique concernant les religions en Chine. Mais ce versant est devenu le lieu de déplacements évidents dans la société chinoise. Outre ce qui est rapporté dans les médias internationaux, il me suffit de puiser dans mes conversations avec les étudiants chinois que j'accompagne ou de lire leurs travaux universitaires. Voici trois expressions qui indiquent que la question de la démocratie est bien présente dans le débat sur les religions en Chine :

Le mécanisme d'une mise en œuvre plus complète en Chine des dispositions du Concile Vatican II est prêt, et les gens à qui elles sont destinées semblent de toute évidence prêts et réceptifs. Quand les vannes du pouvoir s'ouvriront et si elles s'ouvrent, la résistance persistante de celui-ci devrait fondre peu à peu. Cela devrait se produire si notre liturgie de l'Eglise devient complètement chinoise et quand cela adviendra. Peut-être alors la figure du dragon bienveil-

lant et prospère de la tradition chinoise sera considérée non pas comme une préfiguration de ce terrible mal qu'est Satan dans toute l'Écriture, mais comme le serpent de bronze de la guérison dans l'Ancien Testament. Alors nous pourrions dire que la liturgie est arrivée à maturité en Chine et que l'Eglise catholique est non seulement en Chine, mais est de Chine.

L'objectif d'une double nature de l'Église en Chine, l'une nationale et l'autre universelle, avait été autrefois considéré comme impossible à atteindre en raison du manque d'unité et d'harmonie entre le but particulier de l'une, d'indépendance absolue en face de la demande d'allégeance « divine » de l'autre. Cependant, on peut penser qu'une fois que la dynamique des forces culturelles et les réalités politiques entrent en interaction active avec l'esprit de la doctrine chrétienne, alors un terrain d'entente peut être déterminé et établi.

Le problème qui se pose à l'Eglise en Chine est qu'elle peut difficilement se trouver

elle-même. La situation historique ne l'a presque jamais permis. Les circonstances auxquelles elle est confrontée aujourd'hui sont maintenant tout aussi redoutables, sinon plus... Dans le passé, les pouvoirs qui contrôlaient toute la société étaient plus facilement identifiables dans les gouverneurs et les empereurs qui ont régné sur les territoires. Aujourd'hui le pouvoir réside dans une idéologie qui défie toute définition précise. Mais cette idéologie est maintenant incertaine de ce que le pouvoir cherche à établir dans l'esprit du peuple en termes de maintien d'un niveau de stabilité dans le comportement moral des citoyens.

谦逊 QIĀNXùn - HUMILITÉ

Sur les grandes questions en débat dans ce monde « global », comme la démocratie, la Chine semble inviter à une retenue. Non pas que la pensée chinoise soit disqualifiée en quoi que ce soit dans un tel débat. Anne Cheng a dénoncé le mythe de « l'altérité chinoise », en particulier l'idée d'une pensée chinoise unique, fixée dès l'antiquité, qui ne connaîtrait jamais de débats, ni hier ni aujourd'hui.

De mon côtoïement chinois depuis plusieurs décennies, j'ai appris à mesurer toute l'épaisseur de temps nécessaire à la rencontre qui peut conduire à un débat ou un dialogue. Jean de Miribel, prêtre de la Mission de France, décédé en Chine en 2015 après une très longue traversée au cœur de ce pays et de son peuple, a raconté sa rencontre jadis à Pékin avec un vieux professeur chinois octogénaire qui avait vécu pas mal de temps en France et y avait connu des gens comme Paul Valéry, André Gide, François Mauriac ou Charles de Gaulle. C'est dire à quel niveau a été vécue par cet homme, la rencontre. Ce professeur avait interrogé Jean sur ce qu'il faisait en Chine depuis si longtemps et il concluait : « Oui, il faut continuer, c'est important pour la rencontre. » Jean avait voulu poursuivre : « Pour la rencontre, oui, mais peut-être aussi pour le dialogue ? » Et le vieil homme de Chine de répondre : « Oh, le dialogue, le dialogue, on verra ça aux XXI^{ème} ou XXII^{ème} siècles ! On n'en est pas là ! » Indispensable rappel à l'humilité même si depuis lors, nous sommes entrés dans le XXI^{ème} siècle !



LIBAN : LE MIRACLE DE LA DÉMOCRATIE QUAND LES ASSOCIATIONS PALLIENT LES CARENCES DE L'ÉTAT

Par Luc Balbont

Luc Balbont est journaliste et reporter (anciennement pour Le Pèlerin et correspondant à Beyrouth pour la Croix en 1997 et 1998). Il est actuellement correspondant à Beyrouth du quotidien algérien francophone *Liberté*. Il sillonne le Moyen-Orient, attentif aux signes de rapprochement entre chrétiens et musulmans. Il a obtenu le prix littéraire 2011 de l'Œuvre d'Orient pour son ouvrage *Jusqu'au bout*, consacré à l'archevêque Georges Casmoussa, de Mossoul en Irak. Ed. Nouvelle Cité. Son blog <http://blog.balbont.oeuvre-orient.fr>

La démocratie libanaise ? Une énigme ! Alors que depuis des années, les experts prédisent qu'il est au bord de la guerre civile, le pays ne sombre pas. Un non sens.

Imaginons la France dans la même situation que le pays du Cèdre : absence de président durant deux ans et demi¹, des menaces de guerre à ses frontières et un nombre ahurissant de migrants. Sur ce point, les statistiques donnent le vertige : pour une population totale de 4,5 millions d'habitants, 1,5 million de réfugiés vivent au Liban, répartis sur un territoire grand comme le département français de la Gironde, un peu plus de 10 000 km². Un chiffre qui avoisine plus vraisemblablement les 2 millions, puisqu'une grande partie des nouveaux arrivants

1. Michel Aoun, chrétien maronite, a été élu le 31 octobre 2016.

ne sont pas enregistrés au HCR², soit près de 40 % d'étrangers. Si les Libanais se sentent envahis, voire menacés, si dans les lieux publics, les propos sont souvent violents à l'encontre des migrants, notamment des Syriens dont l'armée a occupé le pays durant 29 ans³, la situation, excepté quelques incidents, n'explose pas : pas de parti d'extrême-droite déclaré, malgré un discours souvent très hostile aux migrants et des comportements claniques d'un autre âge. Et si le Liban est miné par la corruption, les incuries de l'État, handicapé aussi par l'absence d'un service public, inexistant, il reste malgré tout une démocratie, la seule de l'Orient arabe. Au pays du Cèdre, les 17 confessions cohabitent, en s'ignorant sans doute, mais sans problèmes majeurs⁴.

UN MOUVEMENT CITOYEN

Un miracle ? La raison est plus rationnelle. Dans ce pays, une jeunesse chrétienne comme musulmane, responsable, devenue méfiante à l'égard du monde politique, s'engage de concert, quand elle n'émigre pas, dans le réseau associatif, le *harakat madani* ou mouvement citoyen. L'ancien député

Samir Frangieh, penseur du « vivre ensemble », répète ainsi régulièrement sa certitude de voir émerger et grandir une société libanaise civile, avec des objectifs communs, dépouillée de ses réflexes communautaires séculaires : « Notre jeunesse, constate M. Frangieh, a pris ses distances avec les vieux partis politiques, embourbés dans des débats stériles et des intérêts personnels, pour s'engager pleinement dans le mouvement civil. Des associations naissent et, sur les réseaux sociaux, les débats fleurissent : l'éducation, l'environnement, le droit des femmes, la santé. Même la sexualité, sujet auparavant tabou dans le monde arabe, est aujourd'hui abordée. »

Des associations viennent aussi en aide aux réfugiés, suppléant l'absence de l'État, informant le public, désamorçant la violence et les fantasmes, accueillant les familles migrantes, et prenant en charge l'éducation des enfants. C'est en partie grâce à leur travail que le Liban semble mieux gérer les flux migratoires qu'un continent comme l'Europe qui montre les limites de sa solidarité en la matière.

2. Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU.

3. La Syrie a occupé le Liban de 1976 à 2005.

4. 13 chrétiennes et 4 musulmanes.

Au pays des dix-sept confessions, les migrants, légaux ou clandestins, n'ont pourtant aucun droit. Dans les maisons, la nombreuse domesticité étrangère est exploitée. Pour un salaire d'environ 400 euros par mois, la « bonne » africaine ou asiatique est taillable et corvéable sept jours sur sept. Passeport confisqué et conditions de vie souvent déplorables, sans lien affectif, ni lieu intime pour s'isoler. Quant aux réfugiés clandestins, ils sont totalement laissés à l'abandon. Ils vivent comme ils peuvent et travaillent au noir pour des patrons exploiters qui n'hésitent pas à employer des mineurs à des tâches dégradantes. Si la justice ferme complaisamment les yeux sur ces drames, des associations citoyennes dénoncent les abus et militent pour la dignité de ces exclus.

UNE INITIATIVE ANCIENNE

Au Liban, cette société civile en marche doit sa naissance à un religieux grec-catholique, le père Grégoire Haddad⁵, ancien évêque de Beyrouth et de Jbail. Au début des années 1960, celui que ses

disciples appelaient familièrement Grégoire fonda le « Mouvement social libanais », un collectif d'aide aux démunis. Durant toute sa vie, l'évêque « laïc et rebelle »⁶ imprégna de ses idées humanistes et de sa fibre sociale un grand nombre de jeunes de toutes confessions. Ceux-là mêmes que l'on retrouve aujourd'hui, en grande partie, à la tête de ces mouvements de défense des migrants, s'activant avec une humanité et une proximité que n'ont pas toujours les fonctionnaires de l'ONU et les instances officielles internationales.

Créée en 1998 par un groupe de jeunes chrétiens et musulmans proches du père Grégoire, *Insan* (humanité en arabe) en est l'exemple. Depuis 17 ans, la raison d'être de cette association est de soutenir les réfugiés, ceux qui fuient la guerre comme les Irakiens et les Syriens, ou la pauvreté comme les Africains et les Asiatiques⁷. *Insan* aide ces migrants à se loger, à obtenir un statut légal, à régulariser leur situation, à trouver du travail, et surtout à donner à leurs enfants une éducation de qualité. Par leur nombre, les Syriens, chassés par la guerre

5. « L'abbé Pierre libanais », décédé à Beyrouth, dans la nuit du 23 au 24 décembre 2015, à l'âge de 91 ans.

6. Titre du livre de Michel Toumma sur Grégoire Haddad aux éditions l'Orient-le-Jour.

7. Éthiopiens, Érythréens, Soudanais, Sri-lankais, Philippins, etc. Selon le fondateur d'*Insan*, ils seraient plus de 300 000 travailleurs migrants, employés pour la plupart dans des travaux ménagers ou de voirie.

civile qui frappe leur pays depuis 2011, constituent le plus gros contingent assisté par *Insan* : 1,2 million de réfugiés recensés par l'ONU, dont près de 400 000 mineurs qui restent fortement exposés aux violences de la rue et aux appels des recruteurs djihadistes. L'école reste pour eux le moyen essentiel d'échapper au pire. Les militants d'*Insan* y œuvrent avec efficacité.

L'ASSOCIATION OFFRE JOIE

Elle a été fondée en 1985 par un avocat chrétien, Melhem Khalaf, émule, lui aussi, du père Grégoire. C'est grâce à cette association qu'aujourd'hui, à Kfifane, un bourg du nord du pays, des enfants syriens vont de nouveau à l'école et croient à un avenir possible.

Dès le début de la révolte syrienne, Melhem Khalaf perçoit que l'avenir de ce pays passera par des citoyens formés et éduqués. C'est pour cette raison qu'Offre Joie, dès 2012, a transformé son centre de Kfifane en école. Chaque jour, de 8 heures à 13 heures, près de 200 enfants syriens sont accueillis pour reprendre une scolarité que certains avaient déjà abandonnée depuis longtemps. Si les élèves, âgés de 6 à 15 ans, sont tous musulmans, les seize

professeurs sont chrétiens, tout comme l'équipe dirigeante. L'école est le lieu qui les aide à sortir d'un quotidien où ils entendent trop souvent parler de la guerre, de la violence et de la mort.

Les enfants habitent dans une vingtaine de villages de la région. Leurs parents louent une pièce dans une maison occupée par des particuliers. Ils héritent le plus souvent d'un débarras, d'un abri de jardin, d'une cave ou d'un garage. Quand ils n'ont pas les moyens d'assurer le prix d'un loyer, ils sont employés par le propriétaire à des travaux domestiques. Ils s'entassent, parfois à 15 personnes dans quelques mètres carrés, autour d'un poêle à bois, et vivent dans des conditions précaires.

A Kfifane, les gamins échappent à la pesanteur quotidienne du lieu où ils vivent. Dans les huit classes, répartis par niveaux de compétence et d'âge, ils reçoivent gratuitement des cours de langue arabe, de français, d'anglais et de mathématiques. A ce programme s'ajoutent des leçons de sciences de la vie, d'hygiène, de civisme, d'éducation à la paix, de droits de l'enfant, de démocratie et de citoyenneté. La parité des sexes y est défendue. Certaines familles ne voulaient plus envoyer leurs enfants

parce que les cours étaient mixtes. Mais la direction s'est montrée ferme. Au final, les parents ont cédé. Aujourd'hui, conséquence heureuse, les mamans fréquentent elles aussi l'école. Par roulement, elles viennent chaque jour proposer leur aide bénévole pour faire le ménage ou aider à la cuisine, et partager aussi un temps d'échange bénéfique avec d'autres femmes.

Marquée par les épreuves, la grande majorité des élèves accuse un retard scolaire par rapport aux Libanais du même âge. Cela pose un problème dans les écoles publiques où, se retrouvant dans des classes inférieures, ils ressentent un complexe d'être assis à côté d'élèves plus jeunes. L'objectif des enseignants d'Offre joie est de les préparer à acquérir un niveau suffisant pour les intégrer au système scolaire libanais.

Dans les classes, les enfants sont concentrés et appliqués. A Kfifane, ils retrouvent l'enfance perdue, se reprennent à rêver. Ils forment des projets d'avenir, ont une soif d'apprendre, de réussir et de transmettre. Beaucoup veulent revenir en Syrie, pour y apporter leur savoir et leur expérience, y construire une vraie démocratie. Ahmad par

exemple, 14 ans, qui, en arrivant au Liban, a commencé à travailler dans un garage pour aider sa famille. Dès qu'il a appris l'ouverture de cette école, l'adolescent a tanné ses parents pour y être inscrit. Ahmad veut aujourd'hui aller jusqu'au bout de son rêve : devenir avocat pour aider les Syriens, lorsque la paix sera revenue, à connaître leurs droits et leurs devoirs.

Au Liban, *Insan* et Offre Joie sont deux exemples d'associations citoyennes. On pourrait en ajouter d'autres qui ont vu le jour au lendemain du printemps libanais de mars 2005. Un soulèvement populaire, premier des Printemps arabes, où le quart de la population du pays du Cèdre était descendu pacifiquement dans la rue pour demander la fin de l'occupation syrienne et réclamer des droits citoyens : éducation, santé, justice sociale, etc. C'est sûr, le pays du Cèdre, en dépit de toutes ses difficultés conjoncturelles, ne reviendra pas en arrière.

*

Lire le Blog de Luc Balbont « Rencontres orientales », mis en ligne sur le site de l'Œuvre d'Orient, pour retrouver des reportages sur toutes ces associations : blog.balbont.oeuvre-orient.fr/.



LES RÉSEAUX SOCIAUX : UN ESPACE DE DÉMOCRATIE DIRECTE ?

Par Thierry Hoquet

Philosophe, professeur à l'université Paris Nanterre, Thierry Hoquet travaille sur les sciences de la vie et leurs prolongements culturels. Il est notamment l'auteur de *Cyborg Philosophie, Penser contre les dualismes* (Le Seuil, 2011), *Sexus Nullus ou l'égalité* (iXe, 2015) et *Des sexes innombrables. Le genre à l'épreuve de la biologie* (Le Seuil, 2016).

■ CITOYENS DE L'ÈRE NUMÉRIQUE

Dès les années 1980, en pleine ère reaganienne, la philosophe étatsunienne Donna Haraway évoquait l'évolution de la condition humaine : nous serions devenus, bon gré mal gré, et peut-être sans le savoir, autre chose que de simples « humains ». Désormais, nous serions d'étranges attelages de machines et d'organismes, tous et toutes « cyborgs » : à la fois artificiels et naturels, techniques et organiques. Haraway, de manière très frappante, nous appelait à réviser certaines de nos catégories de pensée usuelles. Ainsi, la thermodynamique de la chaleur aurait fait place à la physique du bruit, l'eugénisme au contrôle de la population, les organismes intègres aux composants biotiques disponibles pour des échanges ou transplantations. Dans un diagnostic des multiples facettes de notre

culture, Haraway notait que l'opposition public - privé n'avait plus guère de sens et devrait sans doute être remplacée par une catégorie nouvelle : la « citoyenneté cyborg¹ ». Ainsi, plus de dix ans avant que l'internet ne se popularise et que le monde entier ne soit recouvert de la « toile », on pouvait légitimement s'interroger sur les effets de l'ère numérique sur notre statut de citoyen et notre place dans les démocraties à l'ère numérique.

Ces bouleversements des frontières du public et du privé, on en trouve des traces dans la culture populaire de cette époque : en 1989, Michel Polnareff décrivait dans *Goodbye Marylou*, les nouvelles amours électroniques à l'heure du minitel rose et ses numéros en « 36.15 », tandis qu'en 1993, *Shortcuts* de Robert Altman (1993) mettait en scène Jennifer Jason Leigh en travailleuse du sexe à domicile, mère au foyer qui nourrissait son bébé tout en susurrant au téléphone des mots doux à un client en train de se masturber à l'autre bout du fil. En un étrange pas de deux, le travail envahissait le domicile et l'intimité débordait sur la place publique.

De ces mutations, nos mots aussi portent trace.

En ces temps-là, George Steiner commença à parler d'un effondrement de la « *privacy* », un terme anglais qui n'a guère d'équivalent en français et dont « intimité » n'approche que de loin². « Facebook », de son sens ancien de trombinoscope, devint un « réseau social » ; quant à l'ancien cuicui des oiseaux, « le tweet », il devint un puissant site de microblogage diffusant informations et commentaires en 140 signes, passant du slogan « *What are you doing ?* » (Que faites-vous ?) à « *What's happening ?* » (Que se passe-t-il ?). Puis, à mesure que le monde de la vie se dédoublait, on se mit à dire « dans la vraie vie (IRL, *in real life*) », par contraste avec le monde des pseudonymes et les identités multiples qu'on se construisait sur les réseaux sociaux. « Publier » perdit le sens d'imprimer ou d'afficher, pour acquérir celui de « mettre en ligne ». De même, « poster » cessa de désigner le geste de mettre dans une enveloppe close, pour devenir l'acte de diffuser ouvertement une information sur les réseaux sociaux. Par là, il ne s'agit pas seulement d'un changement de techniques, de l'imprimé au numérique.

1. Donna Haraway, *Simians, cyborgs and women. The reinvention of nature*, London, Free Association Books, 1991, volume paru en 1991, qui regroupe notamment des textes parus en 1979, 1985 et 1989 (cf. pp. 44, 161, 209).

2. Sur la question de la *privacy*, cf. notamment, *Language and Silence : Essays on Language, Literature, and the Inhuman*, New Haven, Yale university press, 1998.

■ DES CITOYENS SOUS SURVEILLANCE

Si révolution il y a, elle est avant tout politique en tant qu'elle affecte nos existences et notre rapport à l'État. Depuis la fin du XX^{ème} siècle, l'individu est devenu traçable de la naissance à la mort. Ses identités numériques constituent un immense fichier de suivi, dossier qui s'alourdit de jour en jour avec le consentement même des intéressés. On s'inquiète de la surveillance de l'État et de son atteinte aux libertés individuelles : mais on télécharge des applications qui demandent pour fonctionner l'accès à tous nos contacts, nos photographies ou notre géolocalisation. Les bébés, dès leur naissance, trouvent leurs photos en ligne, tandis qu'à l'autre bout de la chaîne, les décédés ne sont plus morts et enterrés : ils hantent encore les réseaux sociaux, leurs comptes leur conférant une étrange éternité virtuelle. Par le développement des logiciels de reconnaissance faciale, on peut retisser les fils multiples de l'existence d'un individu et mettre un nom sur une personne croisée dans la rue. Le rapport d'une personne à son passé pose désormais la question de son « droit à l'oubli » : droit au retrait et à l'effacement de l'information, contre la multiplication des traces.

On pourrait arguer que cette surexposition médiatique n'est pas si nouvelle qu'elle en a l'air. Déjà, Platon s'interrogeait sur les dangereuses vertus de l'écriture : transcrite, ma pensée peut circuler sans que je n'aie aucun contrôle sur le sens qui lui sera donné. *Les Liaisons dangereuses* de Choderlos de Laclos montraient déjà comment une confession couchée sur le papier pouvait échapper à son destinataire, créant de tragiques effets de réputation. Désormais, si la moindre image, la moindre parole enregistrée peuvent devenir publiques, que je sois à l'origine de leur diffusion ou qu'elles m'aient été dérobées, si chaque moment de ma vie peut se mettre à circuler sur la toile sans être contrôlable, chaque faux-pas, chaque ridicule de ma vie se trouve chargé d'un poids d'éternité qui peut devenir fatal.

Si les *paparazzi* ont commencé le travail de mise en pâture de l'intimité, les réseaux sociaux amplifient la donne. Les affaires de chantage à la photo intime ou à la « cassette de sexe (*sextape*) » témoignent de cette mutation du privé en public : la dématérialisation est démultiplication. Mis en ligne, les ébats régulent une foule d'anonymes en quête d'« authenticité ». La star est devenue « pipole ».

Toutes les vies se trouvent ainsi placées sous la menace de dérapages de la sphère privée à la sphère publique : que l'on songe aux photos dénudées de la nageuse Laure Manaudou ou à l'exhibitionnisme d'Anthony Weiner, ce politicien qui ambitionnait de s'emparer de la mairie de New York et qu'une photo de ses organes mit hors de course. Le prudent conseil de Georges Brassens (« Je ne fais voir mes organes procréateurs à personne ») a cédé la place au tintamarre des « trompettes de la renommée ». La sphère de l'intime est désormais ouverte aux quatre vents.

■ DES CITOYENS SANS PUDEUR

Ainsi, en bien des circonstances dont ce qui précède ne donne qu'un mince aperçu, le strict respect de la distinction public-privé est bafoué. Faut-il s'en indigner ou au contraire juger que c'est l'ancienne morale articulée à cette stricte distinction qui se trouve caduque ? En ce cas, il faudrait suivre le pas des jeunes générations qui, en brouillant ces lignes, nous montrent une volonté de vivre une vie cohérente, sans avoir rien à cacher. Les adolescents posent en déshabillé sans fausse pudeur ; les homosexuels n'ont plus nécessairement à faire

leur *coming out* tant tous (bien au-delà de leur cercle amical, familial ou professionnel) peuvent avoir accès à cette information via leurs publications en ligne. Les carrières autrefois honnies et vouées aux gémonies, ont désormais surface publique. Sur internet, des *pornstars* posent en photo avec leur maman et les travailleurs du sexe ont leurs syndicats et leurs représentants en ligne, à visage découvert. Au lieu de cacher des activités que la morale pourrait juger répréhensibles, on s'assume désormais à visage découvert, ou sous un pseudonyme quasi transparent. Les identités communautaires et les idéologies les plus extrêmes s'expriment également sur la toile, devenue le grand déversoir des opinions individuelles.

■ QUAND TOUTES LES PAROLES SE VALENT

L'impact des réseaux sociaux sur la vie publique signifie aussi une gigantesque mise à plat de la parole. Celle-ci atteint de plein fouet les intellectuels dont les savoirs se trouvent noyés dans la masse et qui se trouvent sommés d'employer des canaux auxquels ils ne sont pas initiés. Elle atteint les politiques dont la légitimité à parler au nom des autres est contestée et qui peinent à capter la multiplicité

des voix qui se font désormais entendre. Elle transforme également le travail des journalistes dont le statut se trouve profondément bouleversé, sinon remis en cause. Dans un monde où la presse papier voit ses ventes reculer, les recettes passent désormais par « le clic » en ligne. Pour augmenter leur fréquentation, les sites d'information sont contraints de mettre en place une logique tapageuse, multipliant les titres chocs et aguicheurs. Entérinant l'idée que toutes les paroles se valent, un nouveau format d'articles est devenu classique : le recueil des messages courts (*tweets*) les plus marquants qui ont scandé une soirée électorale ou la diffusion d'une émission. La parole qui compte n'est plus celle de l'analyste expert (accusé d'être l'idiot utile du système), c'est celle du quidam, en 140 signes. Tout article de presse se trouve désormais assorti de commentaires publics où tout un chacun peut réagir, fournissant compléments d'informations, contre-expertises, mais aussi réactions « à chaud », déversant les pensées de l'instant, exprimant dégoûts ou enthousiasmes, insultes ou dithyrambes.

Un type de parole qui était naguère confiné à

la sphère privée, envahit désormais la sphère publique, devenu lisible par tous. En un sens, ce régime général du commentaire accomplit l'idéal démocratique où chaque citoyen est invité à prendre la parole. Un individu = un vote. Chaque personne, mais surtout chaque opinion. Twitter a mis cette démocratie en acte en mettant toutes les paroles à égalité et en les soumettant au même régime. Paroles militantes, engagées, partisans passionnées, mais aussi paroles de « trolls » dont le but n'est que de jouer le trublion et de recourir à l'insulte facile pour semer le trouble dans les voies naguère policées du débat public. Désormais, il n'y a plus de canaux réservés. Toutes les voix aboutissent dans le même pot commun, dans lequel on est libre de choisir, en fonction de ses accointances ou de la sérendipité³ de ses navigations. Cela n'est pas sans effet sur la diffusion des idées conspirationnistes. Désormais, toutes les déclarations se trouvent mises sur le même plan : la parole de la police, des partisans, des témoins, des porte-parole — chacun y va de son mot dans un concert que plus rien ni personne ne tente d'harmoniser. La liberté de parole et d'opinion semble désormais

3. Capacité à faire une découverte par hasard.

régner. Triomphe de l'idéal démocratique alors ?

UNE ASPIRATION À UNE DÉMOCRATIE DIRECTE

Paradoxalement, la vie démocratique elle-même se trouve fragilisée : les partis officiels et les élections sont contestés comme mode d'expression démocratique. L'essence même du régime représentatif, où les citoyens délèguent à d'autres la charge des affaires publiques, est critiquée. La démocratie intégrale portée par les réseaux sociaux se redéfinit autrement que par le vote : on ne veut plus déléguer sa parole à d'autres. Les institutions qui m'invitaient à m'exprimer périodiquement puis à laisser d'autres agir en mon nom sont contestées : les consultations officielles sont désertées par l'absentéisme à mesure que grandit l'aspiration à une démocratie directe où les référendums d'initiative populaire deviendraient la règle.

Le réseau social offre ici un canal ouvert en permanence qui m'impose comme observateur informé, commentateur impertinent, mais surtout comme acteur engagé dans la vie publique.



DÉMOCRATIE ET VALEURS SPIRITUELLES¹

Par Jean-Baptiste de Foucauld

Diplômé de l'ENA, Jean-Baptiste de Foucauld a été Inspecteur des finances et Commissaire au plan. Co-fondateur des associations Solidarités nouvelles face au chômage et Démocratie & Spiritualité (dont il est président), il est aussi l'un des principaux inspirateurs et porte-parole du Pacte civique. Il a publié de nombreux essais sur la crise contemporaine du lien social.

Qu'est-ce qui domine la vie politique démocratique ? Existe-t-il des valeurs auxquelles on ne peut toucher, qui ont un caractère sacré, devant lesquelles on doit s'incliner ? Les démocraties peuvent-elles tenir debout toutes seules ? Comment éviter qu'elles ne soient tiraillées par l'excès de désirs des uns et des autres, par la maximisation des libertés de chacun, par la surenchère des demandes de droits, qui risquent d'aboutir à la guerre de tous contre tous ? La démocratie est menacée en permanence par différentes formes de corruption : démagogie, ploutocratie, exclusion,

1. Cet article est une reprise de l'intervention de l'auteur au *Colloque conclusif international du séminaire « La démocratie, une valeur spirituelle ? »* avril 2013, aux Bernardins à Paris. On peut voir la vidéo de cette intervention à l'adresse <https://www.collegedesbernardins.fr/recherche/colloque-conclusif-du-seminaire-la-democratie-une-valeur-spirituelle-en-avril-2013>, à partir de la 24^{ème} minute.

basculement dans le totalitarisme dur ou doux (le politiquement correct). Ce régime politique fragile doit sans cesse se réactiver lui-même. Existe-t-il un lien intime entre démocratie et spiritualités qui pourrait la soutenir et être audible tant par les chrétiens que par les non-chrétiens, les agnostiques ou les athées, dans le cadre de la laïcité ?

PAS L'UN SANS L'AUTRE

L'histoire nous a appris que les relations entre le politique et le religieux (au sens large du terme) sont, par nature, à la fois inéluctables et difficiles. Contraints de vivre ensemble, ils sont en permanence tentés de s'instrumentaliser l'un l'autre. Comment organiser une coexistence pacifique, voire une fécondation heureuse entre ces deux pôles ? Cela ne va jamais de soi, il n'y a pas de modèle préétabli. La règle d'or en la matière consiste, à mon avis, à se référer à cette sage doctrine des Pères de l'Église : « Distinguer sans séparer, unir sans confondre ». Cela vaut parfaitement pour les relations entre le politique et le religieux. Reste à voir ce que cela signifie en chaque circonstance, en particulier dans le cadre démocratique.

LA DÉMOCRATIE COMME VALEUR SPIRITUELLE

La démocratie présente une double face. Il faut en effet distinguer la démocratie procédurale de la démocratie fondamentale. La démocratie procédurale, c'est le régime des libertés publiques, de la libre expression, des élections, des contre-pouvoirs ; elle peut fonctionner avec des hommes et des femmes ordinaires, moyennement vertueux ; mais elle a beaucoup de mal à accomplir vraiment son propre projet. En effet, le projet démocratique est utopique et ambitieux, et c'est en ce sens que l'on peut parler de la démocratie comme d'une valeur spirituelle. Dès que l'on entend garantir effectivement la dignité de chacun, dès que l'on veut faire de chaque citoyen un roi, un prophète ou un prêtre, selon la belle formule de John Dewey, dès que l'on définit la démocratie, comme j'aime le faire, comme le régime politique qui veut offrir à chacun des chances égales de donner le meilleur de lui-même, tant pour lui que pour enrichir la société, les choses deviennent beaucoup plus compliquées. Autant la démocratie procédurale peut fonctionner avec un niveau relativement faible d'éthique, avec des risques de dégradation, autant son

accomplissement en tant que démocratie vraiment réalisée suppose un très fort investissement de nature spirituelle. C'est dans cette perspective que l'on peut parler de la nature transcendante de la démocratie.

UNE FÉCONDATION MUTUELLE

Je voudrais dire ici un mot sur la démarche que nous menons au sein de Démocratie & Spiritualité². Il s'agit précisément de trouver le délicat équilibre entre ces deux pôles, distingués mais non séparés, unis mais non confondus : la démocratie d'une part, les spiritualités de l'autre, ce qui englobe les religions instituées, mais aussi toutes les spiritualités informelles, tous les bricolages spirituels auxquels fait référence Madame Hervieu-Léger. Comment parvenir à une authentique fécondation mutuelle ? Tout d'abord en reconnaissant que les démocraties ont besoin de l'apport des traditions de sagesse pour avoir un rapport au temps moins superficiel et plus inscrit dans la durée, pour sensibiliser et responsabiliser au rapport à l'autre, particulièrement à l'autre en difficulté, pour valoriser la dimension

symbolique des débats, si importante et si souvent négligée, pour appeler à la sobriété et à la méfiance vis-à-vis de l'argent, pour placer des barrières face à l'égoïsme. Les démocraties ont aussi beaucoup à apporter aux spiritualités et aux religions. Elles leur servent de garde-fous en les contraignant à la tolérance, au respect de la différence, en les confrontant à l'altérité de ceux qui ne partagent pas leur manière de voir et ont pourtant droit au même respect, au même amour pourrait-on dire. Cela ne va pas de soi, car il est difficile de se donner la mission de porter une vérité ultime sans être fortement tenté de l'imposer d'une manière ou d'une autre.

Cet apport mutuel entre démocratie et spiritualité est à inventer au cas par cas, en fonction des situations, du contexte. C'est en quelque sorte ce que nous avons essayé de faire avec le projet de « Pacte civique » qui vise, face aux trois dettes qui menacent la société démocratique (les dettes sociale, écologique et financière), à augmenter le niveau de qualité démocratique en promouvant une sobriété créative, juste et fraternelle. Cela, grâce à un en-

2. www.democratie-spiritualite.org

semble d'engagements qui portent à la fois sur les comportements personnels, les modes de fonctionnement des diverses formes d'organisation et sur les institutions et politiques publiques³.

■ COMMENT SITUER LE CHRISTIANISME ?

Son identité actuelle me paraît écartelée entre le relativisme démocratique et la radicalité évangélique. Cet écartèlement peut nous conduire à regarder autrement le christianisme. Le regarder moins comme un bloc de type idéologique que comme un système qui unit en son sein des valeurs différentes de prime abord, contradictoires, mais en fait profondément complémentaires. Quelle est en effet la théologie politique de l'Évangile ? Elle nous dit trois choses : d'abord, « rendez à César ce qui est à César⁴ », ce qui peut avoir plusieurs interprétations possibles, de la séparation complète des domaines à l'acceptation de règles éthiques, différentes dans chacun de ceux-ci. Ensuite, il faut payer l'impôt, donc accepter la loi de César. Enfin, on peut transgresser la loi lorsqu'elle manque à l'évidence

de sens, et donc cueillir des épis le jour du sabbat si l'on a trop faim : la loi oui, le légalisme non !

J'ai essayé pour ma part de traduire cela en détectant dans l'Évangile ces trois cultures du développement humain que sont la résistance, la régulation et l'utopie⁵. Il est clair que le christianisme ne donne pas une solution toute faite à ces sujets ; il invite à une approche existentielle. On est conduit à présenter le christianisme comme une religion de service de la démocratie « valeur spirituelle », plutôt que comme une religion qui cherche à imposer son propre message ou son identité à la démocratie. Au service de personnes qui pensent différemment et dont les points de vue doivent être pris en compte. Avec nécessairement une préoccupation forte pour la justice sociale et pour les plus fragiles, pauvres, exclus, précaires.

■ QUEL SURPLOMB POUR LA DÉMOCRATIE ?

A ce stade, il me paraît nécessaire de faire un rappel, fût-il gênant : la déclaration des Droits

.....
3. www.pacte-civique.org

4. *Marc* 12, 13-17.

5. Jean-Baptiste de Foucauld, *l'Abondance frugale*, chapitre 4, Odile Jacob, 2010.

de l'Homme et du Citoyen de 1789 est édictée expressément « en présence et sous les auspices de l'Être suprême », formule présente dans le texte même. Ainsi, les Constituants ont ressenti la nécessité, dans le moment même où ils horizontalisaient la société en proclamant que « les hommes naissent libres et égaux en droits », de réaffirmer parallèlement l'existence nécessaire d'une verticalité, même s'il s'agit d'une verticalité particulière, fortement influencée par la franc-maçonnerie. On l'a oublié, sinon occulté, tant du côté des laïcs purs et durs que du côté des chrétiens qui ne reconnaissent pas exactement là, le Dieu de Jésus. Et pourtant on pourrait se retrouver, tous, sous une formulation de ce type, charge à chacun de lui donner un contenu qui peut différer.

En pratique, il y a bien eu constitution d'un autre surplomb qui, jusqu'à présent, faisait consensus. Ce surplomb, c'est l'économie. Qu'est-ce qui a uni la société ces derniers temps ? Le souci de se développer, de croître. L'économie, lorsqu'elle fonctionne à peu près bien, présente bien des avantages : elle canalise les désirs, les oriente, stimule la créativité, mobilise et gratifie l'effort, et les conflits auxquels donnent lieu le « doux commerce » sont

moins brutaux que les conflits guerriers. Le problème est que nous sommes sans doute au bout de cette logique, sa dérive toxique vers l'argent fou et roi étant possiblement son chant du cygne.

Que faire dans ces conditions ? Nous avons besoin de retrouver ou de maintenir une transcendance, mais nous avons du mal à la nommer. Plusieurs hypothèses sont alors possibles.

Tout d'abord, un rapport entre démocratie et spiritualités lui-même en débat permanent, et pourquoi pas pluraliste. Nous n'en sommes pas très loin lorsque l'adhésion à la démocratie s'avère de fait, principielle, non motivée, sinon par une sorte d'acte de foi transcendant les explications. Mais c'est avec les justifications que les difficultés commencent et sont plus difficiles à maîtriser. Peut-on alors tenter d'approfondir et de définir davantage ce rapport ? Il pourrait se jouer entre quatre termes : la nature de la personne, la personne de la nature, l'altérité et la totalité.

La nature de la personne : les droits de l'homme sont un moyen pour permettre à la personne de se constituer et de donner le meilleur d'elle-même ; la

personne ne saurait se définir comme une simple addition de droits, elle est bien plus que cela, même si elle en a profondément besoin. Qu'est-ce que la personne, être de relation, sa singularité, son unicité, où commence-t-elle, où finit-elle, en quoi est-elle transcendante ?

La personne de la nature : comme la personne, la nature possède une certaine densité qui mérite le respect. Pas seulement parce qu'elle nous est vitale, mais aussi parce qu'elle présente un certain caractère sacré que l'écologie vient à sa manière rappeler.

Altérité et totalité, termes à ne pas séparer. Le respect de l'altérité est essentiel pour fonder la singularité comme richesse et non comme menace. Mais les singularités ne peuvent s'épanouir que reliées au sein d'un Tout qui assure un minimum de cohérence et qu'elles ont d'ailleurs pour fonction d'enrichir, bien au-delà d'elles-mêmes. On pourrait ainsi définir la démocratie comme le régime politique qui vise à permettre l'émergence des plus grandes singularités dans le maximum de totalité.

En définitive, la difficulté, voire l'impossibilité de définir, « une fois (une foi !) pour toutes » le rapport entre spiritualités et démocratie sécularisée, laïque et pluraliste, ne doit pas nous décourager, mais bien plutôt nous stimuler. Face à l'impasse du désenchantement du monde, il est plus que jamais nécessaire d'aller de l'avant en cherchant de nouvelles voies. Bien d'autres que celles que je viens de présenter étant sûrement possibles.



LA CONSCIENCE : UN VOYAGE DANS LES LETTRES DE PAUL

Par Claude Tassin

Claude Tassin est professeur honoraire à la Faculté de théologie de l'Institut catholique de Paris.

Si les médias nous livrent des sondages, les statistiques ont aussi leur intérêt pour entrer dans la pensée biblique. Le terme « conscience », *sunéidèsis* en grec, se lit 30 fois dans le Nouveau Testament, dont 20 fois dans les lettres de Paul, plus précisément 14 fois dans celles de ses épîtres réputées authentiques¹. En notre monde de plus en plus marqué par l'interculturalité, les réflexions de l'apôtre sur la conscience peuvent s'avérer utiles.

LE CŒUR

Pour saisir la notion de conscience, tardive dans la Bible, il faut passer par le mot « cœur », *kardia* en grec. Abondant dans l'Ancien Testament, il re-

1. Par ordre chronologique, les sept épîtres : 1 Thessaloniens, Galates, 1 Corinthiens, Philippiens, Philémon, 2 Corinthiens, Romains.

vient 156 fois dans le Nouveau, dont 52 fois dans les épîtres pauliniennes. Le cœur a peu à voir, au long de la Bible, avec nos « coups de cœur », encore moins avec la cardiologie. Il est le siège des projets, des intentions. Les humains ont reçu « un cœur pour penser », écrit le *Siracide* (17, 6). Ce centre secret de la personne échappe au regard de quiconque, selon cet adage : « L'homme voit l'apparence (littéralement : *les yeux*), mais le Seigneur voit le cœur » (1 S 16, 7).

Dans cette littérature, les sentiments et les émotions ont leur source dans les reins (ainsi en *Ps* 73, 21 ; *Jb* 16, 13 ; *Pr* 23, 16). Cependant, un couple récurrent dans la Bible, « les reins et les cœurs », suggère que la pensée et l'affectivité, le regard sur soi et sur les autres, se conjuguent. D'où le flou du mot « conscience » chez Paul.

■ LE CŒUR, SOURCE DES RELATIONS

Le mot « cœur » s'inscrit dans le contexte des relations humaines, bonnes ou mauvaises. En ce sens, un des courants bibliques préconise la « circoncision du cœur », à savoir la conversion des orientations profondes du croyant qui, notamment, ne peut ignorer la situation des catégories

sociales défavorisées, « l'orphelin, la veuve, l'immigré » (lire *Dt* 10, 16-18). Le même courant, à propos de l'année sabbatique, émet cette consigne : « Tu n'endurciras pas ton cœur et tu ne fermeras pas ta main à ton frère pauvre » (*Dt* 15, 7). Le verset met en regard le cœur, siège des pensées et des projets, et la main, symbole du passage à l'acte. Car la notion de cœur vise l'action.

Lorsque l'Évangile passe au monde gréco-romain, Paul, que d'autres suivront, introduit le terme « conscience » en parallèle à la notion biblique du cœur.

■ LA CONSCIENCE, CENTRE PERSONNEL DE DÉCISION

Dans le monde grec antique, la *sunéidèsis* désignait la lucidité de l'intelligence sur soi-même, sur les personnes et les événements. Puis, le terme en vint à une connotation morale, et d'abord en un sens négatif, la « mauvaise conscience » de ce que l'on a fait ou de ce que l'on s'apprête à faire. Paul n'oublie pas ce patrimoine, lorsqu'il écrit ceci aux Corinthiens, à propos de ses choix missionnaires, contestés par eux :

Je n'ai rien sur la conscience ; mais en cela, je ne suis pas justifié : celui qui m'examine, c'est le Seigneur. Ainsi, ne jugez pas avant le temps, jusqu'à ce que vienne le Seigneur, lui qui aussi éclairera les secrets des ténèbres et manifestera les desseins des cœurs. Et alors adviendra pour chacun la louange, de la part de Dieu (1 Co 4, 4).

L'apôtre s'inspire ici d'un débat de Job avec Dieu, rendu par sa version grecque sur un ton stoïcien : « Je n'ai pas conscience pour moi-même d'avoir fait quoi que ce soit de mal » (*Jb* 27, 6). Paul s'écarte pourtant de la conception des stoïciens. Pour eux, la conscience, capacité intérieure de jugement, ne se réfère guère à un tribunal extérieur. Il s'agit de sonder la conformité de soi-même à ce qui est « logique », de critiquer en soi-même ce qui ne consonne pas avec les lois de la nature.

En ce sens, Paul soumet l'exercice de son ministère à la conscience de tout humain, croyant ou non (2 Co 4, 2). Pourtant, il ne voit pas dans la conscience le tribunal ultime. Dans ses relations avec les Corinthiens, il prend à témoin la pureté de sa conscience mais attribue cette qualité à

la grâce divine (2 Co 1, 12), à la limpidité de sa relation avec lui (2 Co 5, 11). De même, lorsqu'il aborde la situation de Juifs refusant l'Évangile, il sollicite le témoignage de sa conscience, mais sous l'éclairage de l'Esprit saint (*Rm* 9, 1). Ainsi, contre l'autonomie de la conscience revendiquée par le stoïcisme, le dernier mot revient à la sentence divine. Avant cette issue, nul ne saurait porter un verdict moral définitif, ni sur le compatriote, ni sur l'étranger.

LES JUIFS ET LA LOI ; LES PAÏENS ET LEUR CONSCIENCE (*Rm* 2, 12-16)

Paul ne définit jamais la conscience. Pour comprendre son emploi de ce terme, il faut toujours revenir au sens du mot « cœur » dans les textes bibliques. Mais il va plus loin, lorsqu'il met en parallèle le statut du Juif et celui du païen. Certes, écrit-il, pour éclairer sa conscience, le fils d'Israël se réfère à la Loi mosaïque et Dieu le jugera selon sa conduite conforme à cette Loi (*Rm* 2, 12-13.17-4). Mais qu'en est-il du non-croyant qui ne dispose pas de cet éclairage ? Paul approfondit alors le sens de la conscience :

Quand des païens, sans avoir de loi, font naturellement ce qui relève de la Loi, ceux-là, sans avoir de loi, se tiennent à eux-mêmes lieu de loi. Ils montrent que la pratique de la Loi est écrite dans leurs cœurs ; leur conscience en témoigne également, ainsi que les raisonnements qui tour à tour les accusent ou aussi les défendent (*Rm* 2, 14-15).

La fin du texte, difficile à traduire, peut évoquer les jugements moraux que ces païens éclairés portent les uns sur les autres. Ces deux versets rappellent une réflexion de Philon d'Alexandrie, philosophe et théologien juif, qui vécut entre 20 avant notre ère et 45 de notre ère.

Le jour du sabbat, écrit-il, l'écoute de la Loi permet d'interroger sa conscience qui, établie dans l'âme comme un juge, ne rougit pas de réprimander, usant tantôt de menaces plus violentes, tantôt d'avertissements plus tempérés : de menaces envers ceux qui semblent pécher intentionnellement, d'avertissements envers ceux qui pèchent malgré eux par imprévoyance, afin qu'ils ne pèchent plus ainsi (*De Opificio Mundi*, § 128).

À la différence de Philon, Paul fonde le discernement moral non sur la Loi révélée, mais sur la nature humaine. S'affiche de nouveau un parallèle entre la « conscience » grecque et le « cœur » biblique. Allant plus loin, l'apôtre déclare, à propos des païens à la conscience droite : « La pratique de la Loi est écrite dans leurs cœurs », formule subtile ne disant pas directement que la Loi est écrite en leurs cœurs. L'expression vient de l'oracle promettant à Israël une alliance nouvelle : « Je mettrai vraiment mes lois dans leur intelligence, et sur leurs cœurs, je les écrirai (...) Ils n'auront plus à enseigner chacun son concitoyen et chacun son frère, en disant : « Connais le Seigneur ! » Car tous me connaîtront du plus petit d'entre eux au plus grand d'entre eux » (*Jr* 38, 33-34, selon le grec). Cette nouvelle alliance vise ceux qui communient au sang du Seigneur (1 *Co* 11, 25), alliance dont Paul est le ministre (2 *Co* 3, 6). Néanmoins, il constate que toute conscience juste honore, par nature, « la pratique de la Loi », ses exigences.

À la suite de l'apôtre et confronté aujourd'hui aux flux migratoires, le chrétien d'Occident se voit convié à porter un regard positif sur la *sunéidèsis* de ceux et celles qui arrivent avec l'éthique de

justice issue du Coran, avec la sagesse ancestrale de l'Afrique ou les antiques traditions de l'Asie.

Surgit alors la politique. Sous l'empereur Claude (41-54), certains chrétiens d'origine juive s'agitaient à Rome. Immigrés ou enfants de migrants, ils soutenaient en sous-main la violence anti-romaine qui montait chez leurs frères juifs de Judée, dans l'espoir de la prompt venue d'un Christ glorieux. D'où des reconduites à la frontière, comme ce fut le cas pour Aquilas et Priscille (Ac 18, 1-2).

En ce contexte trouble, Paul invite les chrétiens de Rome à la loyauté civique (Rm 13, 1-7), « non seulement à cause de la colère », la sévérité de l'autorité sanctionnant les désordres, « mais à cause de la *sunéidèsis* » (Rm 13, 5), la conscience qui voit dans l'État un service de tous voulu par Dieu, pour la cohésion sociale, et résumé en cette formule : « L'amour ne fait pas de tort au prochain. Donc, la plénitude de la Loi, c'est l'amour » (Rm 13, 10).

Mais une précédente épître suggère une clause de conscience, lorsqu'un parti ou un individu s'arroge sur les consciences un pouvoir quasiment divin : « Il y a ceux qu'on dit dieux au ciel ou sur la terre – oui, nombreux sont les dieux et seigneurs ! Mais,

pour nous : un seul dieu, le Père, de qui tout vient et vers qui nous allons ; et un seul seigneur, Jésus Christ, par qui tout vient et par qui nous sommes » (1 Co 8, 5-6). Cette solennelle affirmation ouvre un exposé de Paul conférant à la conscience chrétienne une dimension supplémentaire qui interpelle notre société interreligieuse.

LA CONSCIENCE DES FAIBLES (1 CO 8 – 10)

En ces trois chapitres, l'apôtre emploie huit fois le mot *sunéidèsis* et s'intéresse, non à ceux qui ont un statut social inférieur, mais à des chrétiens qui ont une « conscience faible ». Le problème était celui-ci : les chrétiens peuvent-ils consommer des viandes offertes aux idoles dans les temples ? S'y attabler pour partager ces aliments ? Voici le cadre : aux dieux grecs, peu gourmands, on n'offrait qu'une part des animaux. Le reste se revendait sur les marchés et constituait la source principale du commerce de boucherie. Mais les temples disposaient aussi de salles à manger où l'on partageait entre amis ces chairs sacrées. Que devait faire un chrétien invité à de tels repas ? Nous ne pouvons que résumer en cinq points la réponse complexe de Paul à ces questions.

1. Le chrétien éclairé est libéré des tabous. Pour lui, la viande, c'est de la viande, et les dieux n'existent pas.
2. Mais ce croyant libéré fréquente des frères fraîchement convertis et qui ont une conscience faible ; ils restent marqués par l'attrait de ces cultes dont ils essaient de se détacher. Pour eux, si le chrétien libéré continue de manger ces viandes et se laisse inviter dans les temples, cela signifie-t-il que l'on peut jouer double jeu ?
3. Pour Paul, l'autonomie de la conscience n'a pas le dernier mot. Elle se soumet à la charité, au respect de l'autre en ses fragilités, en sa faiblesse. En l'affaire, Paul a choisi : « Je me suis fait faible avec les faibles » (1 Co 9, 22).
4. En pratique, le chrétien de Corinthe à la conscience éclairée achètera sans scrupule la viande du marché, sauf si un frère faible lui dit, choqué : « Ceci a été offert en sacrifice » (1 Co 10, 28).
5. Enfin, le croyant qui se dit, avec justesse : « Tout est permis » (1 Co 10, 23), se méfiera d'un retour toujours possible à l'idolâtrie (10, 1-13). Car, même avec des amis honnêtes, festoyer dans un temple, c'est, sociologiquement, « entrer en communion avec les démons » (10, 20). Ces démons n'ont pas

plus de réalité que les idoles, mais ils symbolisent un cercle dangereux, porté à l'immortalité.

Même sous des aspects différents, ces problèmes gardent des connotations religieuses qui méritent le respect. Comment le chrétien invité dans une famille juive considère-t-il la *cachroute*, ou, à une table musulmane, l'exigence du *halal* ? Que dire de ma pieuse grand-mère, vivant avant le Concile ? Elle vitupérait son voisin « qui ne fait pas maigre le vendredi ».

AUJOURD'HUI

Au temps de Paul, bien des convertis se sentaient sans doute, en raison de leur foi, étrangers sur leur propre sol. Nous vivons à une autre époque, plus encline au pluralisme. En tout cas, les réflexions de l'apôtre peuvent renouveler la conscience des chrétiens, au-delà des clivages politiques, dans la rencontre et l'accueil de l'autre.



PAPE FRANÇOIS :

“ VOUS ÊTES DES SEMEURS DE CHANGEMENT ”

Par Dominique Fontaine

Pour trouver « un nouveau souffle pour la démocratie », nous pouvons puiser dans les paroles du pape François, en particulier dans ce discours étonnant du 9 juillet 2015, aux participants de la Rencontre mondiale des mouvements populaires, au cours de son voyage en Bolivie.

Sans employer le mot de démocratie, il en déploie les harmoniques : il s'agit bien du pouvoir du peuple, de son « pouvoir d'agir », et d'un peuple qui n'est le « vrai » peuple que si les plus pauvres et les exclus sont mis au cœur des processus de l'action politique. C'est bien ce que dit et vit depuis longtemps ATD Quart Monde, c'est bien ce que vise le Secours Catholique dans son récent projet national 2016-2025. C'est bien aussi ce que les membres de la Communauté Mission de France ont exprimé unanimement lors de l'Assemblée générale de 2007 : « Nous réaffirmons que l'Evangile ne s'annonce pas sans les pauvres. Pour nous, l'Evangile se vit, se comprend, se reçoit, s'annonce à partir des pauvres et avec eux. Nous

nous engageons à continuer à travailler sur l'analyse des processus qui produisent la misère et l'exclusion, grâce aux équipes et aux réseaux particulièrement engagés dans ce domaine, à lutter contre les causes, tout particulièrement par les engagements politiques et associatifs. »

UN ARDENT DÉSIR DE CHANGEMENT

« Nous voulons un changement dans nos vies, dans nos quartiers, dans le terroir, dans notre réalité la plus proche ; également un changement qui touche le monde entier parce qu'aujourd'hui l'interdépendance planétaire requiert des réponses globales aux problèmes locaux. La globalisation de l'espérance, qui naît des peuples et s'accroît parmi les pauvres, doit se substituer à cette globalisation de l'exclusion et de l'indifférence !

(...) Je sais que vous cherchez un changement et pas vous uniquement : au cours de nos diverses rencontres, au cours de différents voyages, j'ai constaté qu'il existe une attente, une intense recherche, un ardent désir de changement de la part des peuples du monde. Même dans cette minorité toujours plus réduite qui croit bénéficier de ce système, règnent l'insatisfaction et spécialement la tristesse. Beaucoup espèrent un changement qui les libère de cette tristesse individualiste asservissante (...)

Que puis-je faire, moi, chiffonnier, comptable, ramasseur d'ordures, agent de recyclage, face à tant de problèmes si je gagne à peine assez pour manger ? Que puis-je faire, moi, artisan, vendeur ambulant, transporteur, travailleur exclu si je n'ai même pas les droits des travailleurs ? Que puis-je faire, moi, paysanne, indigène, pêcheur qui peut à peine résister à l'asservissement des grandes corporations ? Que puis-je faire, moi, depuis mon bidonville, depuis ma cabane, de mon village, de ma ferme quand je suis quotidiennement discriminé et marginalisé ? Que peut faire cet étudiant, ce jeune, ce militant, ce missionnaire qui parcourt les banlieues et les

environs, le cœur plein de rêves, mais sans presque aucune solution pour mes problèmes ? Beaucoup ! Ils peuvent faire beaucoup. Vous, les plus humbles, les exploités, les pauvres et les exclus, vous pouvez et faites beaucoup. J'ose vous dire que l'avenir de l'humanité est, dans une grande mesure, dans vos mains, dans votre capacité à vous organiser et à promouvoir des alternatives créatives, dans la recherche quotidienne des 3 T (travail, toit, terre) et aussi, dans votre participation en tant que protagonistes aux grands processus de changement, nationaux, régionaux et mondiaux. Ne vous sous-estimez pas !

UNE CONVERSION DU CŒUR

Vous êtes des semeurs de changement. Ici en Bolivie, j'ai entendu une phrase qui me plaît beaucoup : « processus de changement ». Le changement conçu non pas comme quelque chose qui un jour se réalisera parce qu'on a imposé telle ou telle option politique ou parce que telle ou telle structure sociale a été instaurée. Nous avons appris douloureusement qu'un changement de structures qui n'est pas accompagné d'une conversion sincère des attitudes et du cœur finit tôt ou tard par se bureaucratiser, par se corrompre et par succomber. Voilà pourquoi me plaît tant l'image du processus, où la passion de semer, d'arroser sereinement ce que d'autres verront fleurir, remplace l'obsession d'occuper tous les espaces de pouvoir disponibles et de voir des résultats immédiats. Chacun de nous n'est qu'une part d'un tout complexe et divers, interagissant dans le temps : des peuples qui luttent pour une signification, pour un destin, pour vivre avec dignité, pour « vivre bien ».

À partir des mouvements populaires, vous assumez des activités de toujours, motivés par l'amour fraternel qui se révèle contre l'injustice sociale. Quand nous regardons le visage de ceux qui souffrent, le visage du paysan menacé, du travailleur exclu, de l'indigène opprimé,

de la famille sans toit, du migrant persécuté, du jeune en chômage, de l'enfant exploité, de la mère qui a perdu son fils dans une fusillade parce que le quartier a été accaparé par le trafic de stupéfiants, du père qui a perdu sa fille parce qu'elle a été soumise à l'esclavage ; quand nous nous rappelons ces « visages et noms », nos entrailles se remuent face à tant de douleur et nous sommes émus. Car « nous avons vu et entendu », non pas la statistique froide mais les blessures de l'humanité souffrante, nos blessures, notre chair. Cela est très différent de la théorisation abstraite ou de l'indignation élégante. Cela nous émeut, nous fait bouger et nous cherchons l'autre pour bouger ensemble. Cette émotion faite action communautaire ne se comprend pas uniquement avec la raison : elle a un supplément de sens que seuls comprennent les peuples et qui donne aux vrais mouvements populaires leur mystique particulière.

Vous vivez chaque jour, trempés, au cœur de la tempête humaine. Vous m'avez parlé de vos causes, vous m'avez fait part de vos luttes et je vous en remercie. Chers frères, vous travaillez bien souvent dans ce qui est petit, proche, dans la réalité injuste qui vous a été imposée et à laquelle vous ne vous résignez pas, en opposant une résistance active au système idolâtrique qui exclut, dégrade et tue. (...)

DES GRAINES D'ESPÉRANCE

Cet enracinement dans le quartier, dans la terre, dans le territoire, dans le métier, dans la corporation, ce fait de se reconnaître dans le visage de l'autre, cette proximité de chaque jour avec ses misères et ses héroïsmes quotidiens, est ce qui permet de vivre le commandement de l'amour, non pas à partir des idées ou des concepts, mais à partir de la rencontre authentique entre des personnes, parce que ni les concepts ni les idées ne s'aiment ; ce sont les personnes qui s'aiment. L'engagement, le véritable engagement surgit de l'amour envers des hommes et

des femmes, envers des enfants et des vieillards, des populations et des communautés, des visages et des noms qui remplissent le cœur. De ces graines d'espérance semées patiemment dans les périphéries oubliées de la planète, de ces bourgeons de tendresse qui luttent pour subsister dans l'obscurité de l'exclusion, croîtront de grands arbres, surgiront des forêts denses d'espérance pour oxygéner ce monde.

Je constate avec joie que vous travaillez sur ce qui est proche, en soignant les bourgeons ; mais, en même temps, dans une perspective plus ample, en protégeant le bosquet. Vous travaillez dans une perspective qui non seulement aborde la réalité sectorielle que chacun de vous représente et dans laquelle il est heureusement enraciné, mais vous cherchez également à affronter à la racine les problèmes généraux de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion.

Je vous en félicite. Il est indispensable que, avec la revendication de leurs droits légitimes, les peuples et leurs organisations sociales construisent une alternative humaine à la globalisation qui exclut. Vous êtes des semeurs de changement. Que Dieu vous donne courage, joie, persévérance et passion pour continuer à semer. Soyez sûrs que tôt ou tard nous verrons les fruits. Aux dirigeants, je vous demande : soyez créatifs et ne perdez jamais l'enracinement dans ce qui est proche. (...)

Nous voulons un changement qui s'enrichisse, nous le savons aussi, grâce au travail concerté des gouvernements, des mouvements populaires et des autres forces sociales. Mais il n'est pas si facile de définir le contenu du changement, on pourrait dire le programme social, qui reflète ce projet de fraternité et de justice que nous attendons. Dans ce sens, n'attendez pas de ce pape une recette. Ni le Pape ni l'Église n'ont le monopole de l'interprétation de la réalité sociale ni le monopole de proposition de solutions aux problèmes contemporains. J'oserais dire qu'il n'existe pas de recette. L'histoire, ce sont les générations successives des peuples en marche à la recherche de leur propre chemin et dans le respect des valeurs que Dieu a mises dans le cœur, qui la construisent. »

ABDENNOUR BIDAR, *LES TISSERANDS.*

RÉPARER ENSEMBLE LE TISSU DÉCHIRÉ DU MONDE.

EDITEUR LLL (LES LIENS QUI LIBÈRENT).

Par Dominique Devisse



« Je suis, tu es, vous êtes, nous sommes tisserands », c'est-à-dire de ceux qui œuvrent aujourd'hui à réparer telle ou telle pièce du grand tissu déchiré du monde humain : fractures sociales, conflits religieux, guerres économiques, divorce entre l'homme et la nature, etc. Abdennour Bidar a décidé de mettre à l'honneur et de « relier tous ces relieurs » qui réparent et construisent le monde de demain. C'est ainsi que nous est présenté ce livre en quatrième de couverture.

Ces faiseurs de liens œuvrent à la restauration d'un triple lien : celui de chaque être humain avec son intériorité et sa personnalité profonde, celui des hommes entre eux dans le partage et la coexistence, celui de l'espèce humaine avec la nature. Après quelques pages pour exposer sa théorie,

A. Bidar nous présente qui sont ces tisserands, où ils sont et ce qu'ils font. Il explore ainsi chacune des trois familles s'étendant assez longuement sur les tisserands du lien intérieur. Pour l'auteur, cette vie reliée est une vie spirituelle. Il ne renie par les religions, il appelle à les dépasser pour une spiritualité plus féconde. Il fait sienne la définition du spirituel proposée par l'association Démocratie & Spiritualité présidée par Jean-Baptiste de Foucauld : « Pour être admis et efficace, le spirituel doit être ouvert et défini de façon large : ce qui fait appel à l'intériorité de l'homme, lui fait refuser l'inhumain, l'invite à s'accomplir dans une recherche de transcendance et à donner du sens à son action, le met à l'écoute des autres et le porte à donner, échanger, recevoir ».

Une vie moins atomisée, une société qui prend conscience de l'importance des interactions et qui retrouve du sens à partir de la reconstruction des liens. Une société plus équitable, plus solidaire, c'est ce que proposent les tisserands.

Ce livre est dans la même veine que la recherche qui a présidé au film *Demain*. Il s'inscrit aussi dans la suite de tous les ouvrages qui sortent aujourd'hui

pour inviter petits et grands à « une méditation de pleine conscience ». C'est une prise de conscience du fait que « tout est lié » un peu comme dans l'encyclique du pape François *Laudato si* qui nous invite à penser l'écologie dans un projet de société, de justice et de fraternité.

Ce qui me gêne, c'est quelque chose dans cet ouvrage qui s'apparente au syncrétisme. Tout se vaut et tout ce qui existe doit être dépassé pour aller chercher une vérité plus grande encore. Pour être de partout, il me semble d'abord important d'être de quelque part. A mon sens, c'est à cette condition qu'un dialogue peut s'instaurer, un dialogue qui fasse vraiment bouger les lignes. Ayant été très investie dans le catéchuménat j'aime, pour ma part, la notion « d'ainé dans la foi » pour parler du rôle des accompagnateurs. Il ne s'agit pas d'être des maîtres à penser mais bien des éveilleurs, des accoucheurs. Inviter à prendre le risque de son propre chemin ne dispense pas de donner des repères à ceux qui viennent en demander.

Retisser le dedans pour mieux retisser le dehors, l'idée est séduisante. Quelque chose serait en train de se produire... En même temps, l'actualité

se charge de nous rappeler que les personnes que nous choisissons pour nous gouverner sont loin de briller par leur sagesse intérieure. Les critères de nos choix politiques sont trop souvent une réponse inconsciente à l'insécurité que nous avons du mal à vivre.

Tisserands du monde, travaillez d'abord sur le lien à votre propre intériorité, prenez conscience de votre force et unissez-vous ! C'est un peu le projet de ce livre...

Un livre étrange où il est question à la fois de spiritualité (dont le seul « dogme » serait la liberté intérieure), de politique, de vie sociale et de vie intérieure. Abdenmour Bidar se définit lui-même comme un « méditant engagé ». Il invite tous les militants à cultiver leur intériorité et les méditants à s'engager dans le changement sociétal à venir.

Vous voulez humer l'air du temps, lisez ce livre !
Vous aimez les ouvrages construits, vous allez sans doute avoir un peu de mal à vous y retrouver.

Legs : Le don de la vie... en héritage

La Mission de France est habilitée
à recevoir des dons, donations,
legs et assurances vie.

*Pour que continue la présence
d'Église qu'assure la Communauté
Mission de France dans le monde
d'aujourd'hui, vous pouvez léguer
tout ou partie de vos biens, étant
respectés les droits des héritiers
réservataires.*

*Association diocésaine, la Mission
de France est exonérée de tous
droits de mutation, que ce soit au
titre d'une succession ou d'une
donation.*

*Pour plus d'informations,
n'hésitez pas à contacter l'économe
de la Communauté Mission de France,
Père Daniel Chouin au 01 43 24 79 58*

Bulletin d'abonnement ou de réabonnement

à renvoyer à :

MISSION DE FRANCE / LETTRE AUX COMMUNAUTÉS
BP 101 – 94171 LE PERREUX-SUR-MARNE CEDEX

NOM

Prénom

Adresse

.....

.....

Code postal Ville

Abonnement* ☐

Réabonnement* ☐

* Mettez une croix dans les cases correspondantes

• **Lettre aux Communautés ordinaire** ☐ **37 €**

de soutien ☐ **40 €**

• **Offre pour les moins de 35 ans non abonnés** ☐ **20 €**

Je fais un don de : €

Joindre au bulletin, votre chèque, libellé à l'ordre de
"MDF - Lettre aux Communautés".

Ci-joint un chèque de : €